

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1648

[2004/201276]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant détermination de la grille de classement et des modalités d'application pour le classement des carcasses de gros bovins et des carcasses de porcs**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, modifié par les lois du 29 décembre 1990 et du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu l'arrêté royal du 21 janvier 1992 portant détermination de la grille de classement des carcasses de gros bovins, modifié par l'arrêté royal du 28 juin 2001;

Vu l'arrêté royal du 29 avril 1999 relatif au classement des carcasses de porcs;

Vu l'arrêté ministériel du 22 janvier 1992 portant les modalités d'application pour la classification des carcasses de gros bovins, modifié par les arrêtés ministériels du 26 septembre 1997, du 22 novembre 1999 et du 29 juin 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mai 1999 relatif au classement des carcasses de porcs;

Vu le règlement (CEE) n° 1208/81 du Conseil du 28 avril 1981 établissant la grille communautaire de classement des carcasses de gros bovins, modifié par le règlement (CEE) n° 1026/91 du 22 avril 1991;

Vu le règlement (CEE) n° 3220/84 du Conseil du 13 novembre 1984 déterminant la grille communautaire de classement des carcasses de porcs, modifié par le règlement (CEE) n° 3530/86 du Conseil du 17 novembre 1986;

Vu le règlement (CEE) n° 1186/90 du Conseil du 7 mai 1990 portant extension du champ d'application de la grille communautaire du classement des carcasses de gros bovins;

Vu le règlement (CEE) n° 1254/99 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation des marchés dans le secteur viande bovine;

Vu le règlement (CEE) n° 2930/81 de la Commission du 12 octobre 1981 arrêtant les dispositions complémentaires pour l'application de la grille communautaire de classement des carcasses de gros bovins, modifié par le règlement (CEE) n° 2237/91 du 26 juillet 1991;

Vu le règlement (CEE) n° 563/82 de la Commission du 10 mars 1982 portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 1208/81 pour la constatation des prix du marché de gros bovins sur base de la grille communautaire de classement des carcasses, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2181/01 du 9 novembre 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 2967/85 de la Commission du 24 octobre 1985 établissant les modalités d'application de la grille communautaire de classement des carcasses de porcs, modifié par le règlement de la Commission (CEE) 3127/94 du 20 décembre 1994;

Vu le règlement (CEE) n° 295/96 de la Commission du 16 février 1996, portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 1892/87 du Conseil en ce qui concerne la constatation des prix de marché des gros bovins sur base de la grille communautaire de classement des carcasses;

Vu le règlement (CEE) n° 344/91 de la Commission du 13 février 1991 établissant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1186/90, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1215/03 du 8 juillet 2003;

Vu la Décision n° 97/107/CE du 16 janvier 1997 relative à l'autorisation de méthodes de classement de carcasses de porcs en Belgique, modifiée par la Décision n° 97/734/CE du 15 octobre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, conformément à l'article 6, § 3bis, point 5, de la loi spéciale du 8 août 1980, pour les mesures qui ont une incidence sur la politique agricole, en date du 27 octobre 2003 et du 3 novembre 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 portant détermination de la grille de classement et des modalités d'application pour le classement des carcasses de gros bovins et de carcasses de porcs;

Vu la délibération du Gouvernement wallon le 6 novembre 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 36.140/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 décembre 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 30 octobre 2003;

Vu l'accord du Budget, rendu le 6 novembre 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Principes généraux

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

2<sup>o</sup> le Service : la Direction de la Qualité des Produits de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3<sup>o</sup> le fournisseur : la personne physique ou morale qui fait procéder aux opérations d'abattage;

4° le producteur : soit le responsable du dernier troupeau dans lequel le bovin a été détenu, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 4°, 5°, 7°, de l'arrêté royal du 8 août 1997 relatif à l'identification, l'enregistrement et aux modalités d'application de l'épidémiologie-surveillance des bovins, soit le responsable du dernier troupeau dans lequel le porc a été détenu, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 2°, 4°, 6°, de l'arrêté royal du 15 février 1995 relatif à l'identification des porcs;

5° l'Organisme de contrôle : tout organisme agréé par le Ministre pour contrôler les opérations de présentation et de classement des carcasses.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté définit les modalités d'application du règlement (CEE) N° 1208/81 du Conseil du 28 avril 1981 établissant la grille communautaire de classement des carcasses de gros bovins et du règlement (CEE) N° 3220/84 du Conseil du 13 novembre 1984 déterminant la grille communautaire de classement des carcasses de porcs.

#### CHAPITRE II. — *Classement, marquage et présentation des carcasses de gros bovins*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Tous les abattoirs qui abattent en moyenne annuelle moins de 75 gros bovins par semaine sont dispensés de classer et d'identifier les carcasses de ces bovins.

§ 2. Les abattoirs visés au § 1<sup>er</sup> peuvent cependant classer les carcasses à condition de respecter les dispositions communautaires et celles du présent arrêté et d'en avertir préalablement le Service par écrit.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 3, § 2, alinéas 2 et 3, du règlement (CEE) n° 1208/81, la classe de conformation désignée à l'annexe I de ce règlement par la lettre S est utilisée.

§ 2. Le Ministre peut établir une ventilation de la catégorie en fonction de l'âge.

§ 3. Chacune des classes prévues aux annexes I et II du règlement (CEE) n° 1208/81, peut être subdivisée en trois sous-positions au maximum. Celles-ci sont indiquées par les signes -, = ou +, selon le degré croissant respectivement de conformation et d'état d'engraissement, et doivent suivre immédiatement la lettre ou le chiffre de la classe concernée. Pour certaines classes, le Ministre peut imposer le classement par sous-positions.

**Art. 5.** Il est interdit aux abattoirs, qui en vertu de l'article 3 du présent arrêté ne classent pas les carcasses, de faire figurer sur celles-ci des signes pouvant être confondus avec les marques de catégories et de classes définies à l'article 3 du règlement (CEE) n° 1208/81.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Pour le classement, le marquage et le pesage, la carcasse doit être présentée sous la forme définie à l'article 2 du règlement (CEE) n° 1208/81, mais avec la queue, la hampe et l'onglet.

§ 2. L'émoissage est autorisé conformément aux dispositions de l'article 4, § 3, du règlement (CEE) n° 1208/81 et selon les modalités décrites à l'article 3 du règlement (CEE) n° 563/82.

§ 3. Le Ministre peut autoriser d'autres présentations de carcasses et en fixer les modalités d'application.

#### CHAPITRE III. — *Classement, marquage et présentation des carcasses de porcs*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les abattoirs qui abattent en moyenne annuelle moins de 200 porcs par semaine, sont dispensés d'effectuer le classement selon la teneur estimée en viande maigre.

§ 2. Les abattoirs visés au § 1<sup>er</sup> peuvent cependant classer les carcasses selon la teneur estimée en viande maigre à condition de respecter les dispositions communautaires et celles du présent arrêté et d'en avertir préalablement le Service par écrit.

§ 3. Les abattoirs qui classent les carcasses selon la teneur estimée en viande maigre peuvent effectuer un classement selon la conformation à condition de respecter les dispositions du présent arrêté et d'en avertir préalablement le Service par écrit.

**Art. 8.** Pour le classement des carcasses de porcs selon la teneur estimée en viande maigre, les abattoirs sont tenus d'utiliser une des méthodes de classement approuvées pour la Belgique par la Commission des Communautés européennes. Ces méthodes de classement sont décrites en annexe 1.

**Art. 9.** Conformément à l'article 3, § 3, du règlement (CEE) n° 3220/84, la classe séparée de 60 % et plus de viande maigre, désignée par la classe S, est introduite.

**Art. 10.** Pour le classement des carcasses de porcs selon la conformation, les abattoirs sont tenus d'utiliser une des méthodes de classement approuvées par le Ministre. Ces méthodes sont décrites en annexe 2.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Pour faire approuver une nouvelle méthode de classement selon la teneur estimée en viande maigre, selon la conformation ou des modifications aux méthodes déjà agréées, l'intéressé doit soumettre au Ministre un dossier contenant les données suivantes :

1° une description technique de la méthode de classement avec, le cas échéant, une description des points sur lesquels la méthode existante basée sur les articles 8 ou 10 a été modifiée;

2° une description du (des) site(s) où les tests peuvent être effectués;

3° la période de testage.

§ 2. Pour les carcasses qui sont soumises aux tests, une dérogation aux dispositions de l'article 10 est accordée.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le Service est chargé d'effectuer les tests relatifs :

1° aux nouvelles méthodes de classement selon la teneur estimée en viande maigre et adaptations de méthodes de classement déjà agréées;

2° aux nouvelles méthodes de classement selon la conformation et aux adaptations de méthodes déjà agréées conformément à la procédure définie dans l'annexe 4 du présent arrêté.

§ 2. Le Service rassemble les données définies dans l'annexe 4, 1°, du présent arrêté. Seuls les dossiers des méthodes testées favorablement font l'objet d'un protocole transmis au Ministre en vue d'être agréés.

**Art. 13.** L'appareillage utilisé doit être conforme et fiable. Pour en faire la preuve, l'abattoir est tenu de participer avec succès à la procédure d'essais organisée par le Service, qui lui délivre une attestation.

**Art. 14.** Le poids de la carcasse est déterminé à 0,2 kg près.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Les carcasses sont marquées conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 2967/85. Le Ministre peut cependant autoriser, sur proposition du Service, un autre procédé de marquage.

§ 2. Si le classement selon la conformation a lieu, l'indice du type de la carcasse doit être apposé sur la couenne au niveau du dos, du flanc, du jambonneau arrière ou du jambon. L'indice du type est séparé de la mention de la teneur estimée en viande maigre par un tiret horizontal.

**Art. 16.** Il est interdit aux abattoirs, qui en vertu de l'article 7 du présent arrêté ne classent pas les carcasses, de faire figurer sur celles-ci des signes pouvant être confondus avec les marques de classement relatives à la teneur estimée en viande maigre ou à la conformation.

#### CHAPITRE IV. — *Formation, évaluation et agrément des classificateurs*

**Art. 17.** Le classement est opéré par des classificateurs agréés par le Service. Ceux-ci opèrent sous la responsabilité de l'exploitant de l'abattoir.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Le classement et le marquage des carcasses ne peuvent être exécutés que par des personnes physiques titulaires d'un agrément délivré par le Service au terme d'une formation suivie d'une évaluation.

§ 2. L'octroi de l'agrément est limité aux seules personnes physiques ayant suivi la formation et réussi l'évaluation.

§ 3. La formation est assurée par le Service. Tout ou partie de cette mission peut cependant être déléguée à une structure désignée par le Ministre.

§ 4. La formation comprend :

1° une partie théorique portant sur la réglementation et les techniques en matière de classement de carcasses;

2° une partie pratique; en ce qui concerne les carcasses bovines, la partie pratique comprend au minimum trois sessions de classement qui doivent se faire dans des abattoirs différents.

§ 5. L'évaluation est organisée par le Service et a lieu dans l'abattoir où le candidat-classificateur souhaite opérer.

§ 6. La demande pour l'agrément visée au § 1<sup>er</sup> doit être adressée au Service par l'exploitant de l'abattoir.

§ 7. L'agrément est personnel et incessible. Il comporte notamment l'identité de son titulaire, son numéro d'agrément et la durée de validité de celui-ci.

§ 8. Le maintien de l'agrément est subordonné aux conditions suivantes :

1° le classificateur doit respecter correctement et complètement toutes les dispositions réglementaires relatives au classement;

2° le classificateur doit se soumettre au contrôle de l'Organisme de contrôle et du Service et suivre leurs instructions.

§ 9. L'agrément peut être retiré temporairement ou définitivement lorsque les conditions visées au § 8 ne sont pas respectées. En cas de manquements mineurs, le maintien de l'agrément peut être lié à la condition de suivre une formation supplémentaire.

#### CHAPITRE V. — *Enregistrement, communication et gestion des résultats du classement*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Les bandes de contrôle doivent mentionner le résultat du classement et l'abattoir doit prendre toute disposition nécessaire afin de garantir la traçabilité parfaite des données d'identification, de pesée et de classement des carcasses. De plus, le numéro d'agrément du classificateur qui a classé les carcasses doit être indiqué.

§ 2. Les données définies au § 1<sup>er</sup> doivent être conservées au moins jusqu'à la fin de l'année qui suit l'année en cours, soit via l'archivage des bandes de pesage, soit sur support électronique.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. La communication des résultats de classement au fournisseur doit se faire dans les huit jours suivant l'abattage.

§ 2. En ce qui concerne les carcasses de porcs, cette communication est faite par écrit; néanmoins, elle peut être faite par voie électronique si le destinataire en a fait préalablement la demande.

§ 3. Pour les bovins, outre le résultat du classement communiqué dans la forme prévue à l'article 1<sup>er</sup>, § 2 du règlement (CEE) N° 1186/90, l'abattoir doit communiquer au moins les données suivantes aux fournisseurs :

1° le numéro d'identification de l'animal;

2° la date d'abattage;

3° le poids de la carcasse chaude;

§ 4. Pour les porcs, l'abattoir est obligé de communiquer au moins les données suivantes au fournisseur des porcs vendus sur base du poids abattu :

1° la date d'abattage;

2° le poids de la carcasse chaude établi à 0,2 kg près;

3° la teneur estimée en viande maigre;

4° l'indice du type, si le classement selon la conformation est effectué.

§ 5. Le Ministre peut fixer des mesures afin que les fournisseurs présentent aux fonctionnaires désignés les résultats du classement de leurs abattages ainsi que toutes les autres informations concernant les bovins abattus et les prix y afférant.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. L'abattoir doit communiquer, dans les quatorze jours suivant l'abattage, le résultat du classement au producteur.

§ 2. Les données doivent être communiquées dans la forme prévue à l'article 20, § 2, § 3 et § 4. Cependant, elle peut également être faite par voie électronique pour les carcasses de gros bovins si le destinataire en a fait préalablement la demande.

§ 3. L'abattoir est libre de déléguer l'exécution de cette mission à l'Organisme de contrôle.

Dans ce cas, l'abattoir reste responsable du respect des dispositions prévues au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 22.** L'abattoir doit communiquer à l'Organisme de contrôle et au Service à sa demande, sous la forme prescrite et au plus tard le 10 de chaque mois, les résultats du classement du mois précédent. Le poids communiqué des carcasses est le poids chaud.

#### CHAPITRE VI. — *Contrôle et autocontrôle*

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut agréer un Organisme de contrôle en vue de lui confier la mission d'effectuer le contrôle du classement des carcasses conformément aux dispositions du présent arrêté et la surveillance de l'autocontrôle mis en place par les abattoirs conformément à l'article 26.

§ 2. Pour être et rester agréé, l'Organisme de contrôle doit :

1° disposer de statuts approuvés par le Ministre;

2° disposer de contrôleurs agréés par le Service et du matériel nécessaire au contrôle;

3° disposer de protocoles approuvés par le Ministre en ce qui concerne :

a) la procédure de contrôle du classement dans les abattoirs;

b) la procédure d'autocontrôle minimale à mettre en place au niveau des abattoirs;

c) la procédure par laquelle il assure lui-même son propre autocontrôle;

d) la communication des données;

e) la gestion des informations dans une base de données, en prévoyant la concordance avec les données de la base des données officielles d'identification des bovins et des porcs;

f) la mise en place d'un système de contrôle renforcé à l'égard des abattoirs ne respectant pas leurs obligations;

4° transmettre au Service les résultats de classements et de contrôle selon les modalités et la forme prescrites par le Service;

5° se soumettre aux instructions du Ministre et au contrôle du Service.

§ 3. L'Organisme de contrôle soumet à l'approbation du Ministre le tarif à appliquer pour le contrôle du classement des carcasses et de l'autocontrôle ainsi que le tarif à appliquer pour la communication des résultats telle que prévue à l'article 21, § 3.

**Art. 24.** Si l'Organisme de contrôle est un organisme interprofessionnel, il doit en outre, pour être et rester agréé :

1° être composé au moins de représentants des organisations professionnelles des producteurs et des abattoirs;

2° être organisé sous la forme d'une association sans but lucratif;

3° être géré via un plan de financement approuvé par le Ministre.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. La formation des contrôleurs est assurée par le Service. Tout ou partie de cette mission peut cependant être déléguée à une structure désignée par le Ministre.

§ 2. La formation comprend :

1° une partie théorique portant sur la réglementation et les techniques en matière de classification de carcasses;

2° une partie pratique comprenant au minimum cinq sessions de classement dans des abattoirs différents.

§ 3. L'évaluation des contrôleurs est organisée par le Service.

§ 4. L'agrément du contrôleur est personnel et incessible. Il comporte notamment l'identité de son titulaire, son numéro d'agrément et la durée de validité de celui-ci.

§ 5. L'octroi et le maintien de l'agrément est subordonné aux conditions suivantes :

1° le contrôleur doit satisfaire à l'évaluation organisée par le Service sur base des résultats obtenus lors de la formation et lors des contrôles effectués par le Service;

2° le contrôleur doit respecter correctement et complètement toutes les dispositions réglementaires relatives au classement;

3° le contrôleur doit se soumettre au contrôle du Service et suivre ses instructions.

§ 6. L'agrément peut être retiré temporairement ou définitivement lorsque les conditions visées au § 5 ne sont pas respectées. En cas de manquements mineurs, le maintien de l'agrément peut être lié à la condition de suivre une formation supplémentaire.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Tout abattoir qui procède au classement des carcasses est tenu d'instaurer, d'appliquer et de maintenir un système d'autocontrôle couvrant le classement proprement dit, la conservation des résultats du classement et la communication de ces résultats conformément aux dispositions du chapitre V.

§ 2. Le système d'autocontrôle doit au moins porter sur les éléments suivants :

1<sup>o</sup> la disponibilité suffisante de classificateurs agréés;

2<sup>o</sup> les éléments objectifs d'information mis à disposition du classificateur pour permettre la détermination de la catégorie selon les dispositions de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du règlement (CEE) 1208/81, et le cas échéant, de la sous-catégorie visée à l'article 4, § 2, du présent arrêté;

3<sup>o</sup> la nature des données reprises sur les étiquettes, ainsi que la procédure d'importation de ces données;

4<sup>o</sup> la concordance entre l'animal et les données d'identification et de classement de la carcasse;

5<sup>o</sup> le bon fonctionnement de l'appareillage;

6<sup>o</sup> la conservation des résultats individuels relatifs à la pesée et au classement de chaque animal abattu;

7<sup>o</sup> la transmission des résultats;

8<sup>o</sup> la communication des résultats du classement au fournisseur : nature des données communiquées, fréquence et mode de communication;

9<sup>o</sup> la communication des résultats du classement au producteur de l'animal abattu : nature des données communiquées, fréquence et mode de communication, le cas échéant, convention passée avec l'Organisme de contrôle pour l'exécution de cette tâche;

10<sup>o</sup> la communication mensuelle des résultats du classement au Service et à l'Organisme de contrôle : nature des données communiquées, fréquence et mode de communication.

§ 3. L'ensemble des procédures mises en place en vue de satisfaire aux dispositions des

§§ 1<sup>er</sup> et 2 sont décrites dans un document dénommé "procédure d'autocontrôle", qui doit être soumis à l'approbation du Service. Toute modification du document approuvé doit également être soumise à l'approbation préalable du Service. Pour rédiger ce document, l'abattoir peut utiliser un guide établi par l'Organisme de contrôle et approuvé par le Service.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 27.** Le Ministre fixe les modalités d'application nécessaires pour la bonne exécution de cet arrêté. Il peut en outre apporter des modifications aux annexes de cet arrêté pour les adapter aux exigences européennes et aux évolutions techniques.

**Art. 28.** Il est interdit à tout abattoir qui doit procéder au classement des carcasses de mettre dans le commerce, d'offrir, d'exposer ou de mettre en vente, de transporter pour la vente, de vendre, de livrer ou de céder, d'exporter des carcasses ou quartiers qui n'ont pas été soumis au classement prescrit par le présent arrêté.

**Art. 29.** Les personnes qui dans l'exercice de leurs fonctions interviennent dans la collecte, l'enregistrement, la conservation des données prennent toute précaution afin de garder la confidentialité de toutes informations individuelles provenant des abattoirs.

**Art. 30.** L'abattoir, le classificateur et l'Organisme de contrôle agréé sont tenus de prêter toute assistance aux personnes désignées par le Service en vue de l'exécution des missions de contrôle.

Cette assistance consiste notamment à accorder le libre accès à l'ensemble des installations de l'abattoir et de l'Organisme de contrôle et à présenter les documents et informations relatifs au classement.

**Art. 31.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et sanctionnées conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 15 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 8 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

**Art. 32.** Sont abrogés :

1<sup>o</sup> l'arrêté royal du 21 janvier 1992 portant détermination de la grille de classement des carcasses de gros bovins;

2<sup>o</sup> l'arrêté royal du 29 avril 1999 relatif au classement des carcasses de porcs;

3<sup>o</sup> l'arrêté ministériel du 22 janvier 1992 portant les modalités d'application pour la classification des carcasses de gros bovins;

4<sup>o</sup> l'arrêté ministériel du 3 mai 1999 relatif au classement des carcasses de porcs;

5<sup>o</sup> l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 portant détermination de la grille de classement et des modalités d'application pour le classement des carcasses de gros bovins et des carcasses de porcs

**Art. 33.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

**Annexe 1. A - Capteur Gras/Maigre - Sydel (CGM)****1° Description de l'appareil de classement.**

Cet appareil est équipé d'une sonde Sydel haute définition d'un diamètre de 8 mm, d'une diode photo-émettrice infrarouge (Honeywell) et de deux photo-récepteurs (Honeywell). La distance opérable est comprise entre 0 et 105 millimètres.

Les valeurs mesurées sont converties en résultat d'estimation du pourcentage de viande maigre par l'appareil lui-même.

**2° Méthode d'estimation utilisée pour déterminer la teneur en viande maigre.**

La teneur en viande maigre d'une carcasse est calculée selon la formule suivante :

$$y = 59,902386 - 1,060750x1 + 0,229324x2.$$

Dont :

y = le pourcentage estimé de la viande maigre dans la carcasse;

x1 = l'épaisseur du lard dorsal (y compris la couenne) exprimée en millimètres, mesurée à 6 centimètres latéralement de la ligne médiane de la carcasse entre la troisième et la quatrième dernière côte;

x2 = l'épaisseur du muscle exprimée en millimètres, mesurée en même temps et au même endroit que x1.

La formule est valable pour les carcasses d'un poids chaud compris entre 60 et 120 kilogrammes.

**3° Mode d'emploi.**

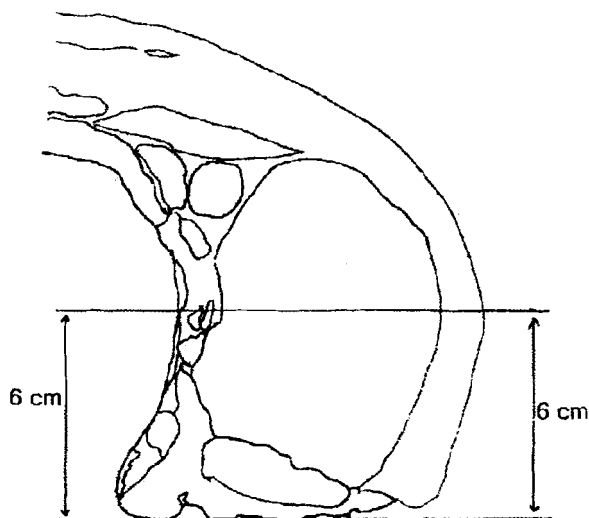
Au début de chaque journée d'abattage, la sonde de mesure doit être contrôlée au moyen du cube de testage. Ce cube de testage présente une valeur fixe d'épaisseur de graisse et de viande (20 mm pour la graisse et 60 mm pour la viande). Le résultat du test, la date, l'heure et le numéro d'identification de la personne qui effectue le classement sont imprimés sur le listing. Lorsque les valeurs des tests excèdent les écarts tolérés de 1 mm pour l'épaisseur de graisse ou de 1 mm pour l'épaisseur de viande, l'abattoir doit immédiatement faire procéder à un nouvel étalonnage de l'appareil par le constructeur.

La carcasse est piquée au moyen de cette sonde de mesure :

- dans la demi-carcasse gauche;
- une 1<sup>re</sup> fois entre la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> dernière côte (emplacement de mesure de référence);
- une 2<sup>e</sup> fois entre la 3<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup> dernière côte (emplacement de mesure officiel);
- horizontalement et parallèlement au plan de découpe;
- à 6 cm du plan de découpe.

La pointe de la sonde de mesure doit être enfoncée jusqu'au creux de la panse.

Les deux emplacements de piqûre permettent de découvrir et de remédier à certaines erreurs de piqûre.



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 portant détermination de la grille de classement et des modalités d'application pour le classement des carcasses de gros bovins et des carcasses de porcs.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

**Annexe 1. B - Giralda Choirometer - PG 200****1° Description de l'appareil de classement.**

L'appareil est équipé d'une sonde (Siemens KOM) d'un diamètre de 6 millimètres avec une photo-diode (LED Siemens F 28) et un photo-détecteur (Siemens F 232) d'une distance opérable entre 0 et 125 millimètres.

Les valeurs de mesure sont converties en résultat d'estimation de teneur en viande maigre par l'appareil lui-même.

**2° Méthode d'estimation utilisée pour déterminer la teneur en viande maigre.**

La teneur en viande maigre d'une carcasse est calculée selon la formule suivante :

$$y = 48,605031 - 0,822075x_1 + 0,378669x_2.$$

Dont :

y = pourcentage estimé de viande maigre dans la carcasse;

x<sub>1</sub> = l'épaisseur du lard dorsal (y compris la couenne) en millimètres, mesurée à 7 centimètres latéralement de la ligne médiane de la carcasse, au niveau situé entre la troisième et la quatrième dernière côte;

x<sub>2</sub> = l'épaisseur du muscle en millimètres, mesurée en même temps et au même endroit que x<sub>1</sub>.

La formule est valable pour les carcasses d'un poids chaud compris entre 60 et 120 kilogrammes.

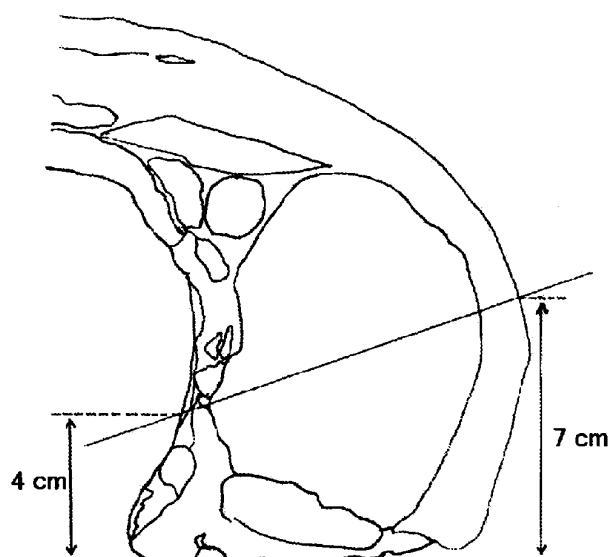
**3° Mode d'emploi.**

Au début de chaque journée d'abattage, la sonde de mesure doit être contrôlée au moyen du cube de testage. Ce cube de testage présente une valeur fixe d'épaisseur de graisse et de viande (20 mm pour la graisse et 60 mm pour la viande). Le résultat du test, la date, l'heure et le numéro d'identification de la personne qui effectue le classement sont imprimés sur le listing. Lorsque les valeurs des tests excèdent les écarts tolérés de 1 mm pour l'épaisseur de graisse ou de 1 mm pour l'épaisseur de viande, l'abattoir doit immédiatement faire procéder à un nouvel étalonnage de l'appareil par le constructeur.

La carcasse est piquée au moyen de cette sonde de mesure :

- dans la demi-carcasse gauche;
- entre la 3<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup> dernière côte;
- horizontalement et perpendiculairement au plan de piqûre;
- à 7 cm du plan de découpe.

La pointe de la sonde de mesure doit être enfoncée jusqu'au creux de la panse.



La hauteur de 4 cm est donnée à titre indicatif.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 portant détermination de la grille de classement et des modalités d'application pour le classement des carcasses de gros bovins et des carcasses de porcs.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

**Annexe 2. A - PIC 2000 - Classification de carcasses de porcs par vision**

1° Description de l'appareil de classement.

Le système se compose des éléments suivants :

a) un bloc caméra.

La caméra est située dans un boîtier protégé. La caméra sera placée à une distance suffisante de la chaîne d'abattage de façon à limiter l'effet de parallaxe. En cas de limitation de distance, soit un boîtier intermédiaire entre la carcasse et la caméra sera installé avec dispositif intégré de renvoi d'image à 90°, soit l'installation d'un dédoublement de la caméra sera envisagée pour limiter l'angle de prise de vue;

b) un bac à lumière.

Un bac à lumière étanche installé à l'arrière de la chaîne d'abattage à hauteur du passage des carcasses, qui permet à la caméra d'observer le contour des carcasses avec un excellent contraste;

c) une unité électronique de contrôle.

Une unité électronique de contrôle qui comprend le traitement d'images, le calcul des mesures, la liaison série (RS 232), l'affichage des résultats,...;

d) un mécanisme de positionnement de la carcasse.

Le mécanisme de positionnement des demi-carcasses à contrôler est situé à hauteur du poste de contrôle par vision.

Un dispositif pneumatique ou électrique commande une barre horizontale qui va se placer un court instant contre la demi-carcasse côté découpe. La demi-carcasse qui avance sur son tinet vient alors s'appuyer sur cette barre, ce qui entraîne son redressement à hauteur du poste de contrôle de façon à la présenter avec le plan de sa découpe orienté dans la direction de l'axe de visée de la caméra. C'est à cet instant que la prise de vue est faite. Le plan de la découpe de la carcasse est donc perpendiculaire à l'axe de circulation des tinets au moment de la prise d'image.

Selon la configuration de l'abattoir, une barre-guide horizontale parallèle au convoyeur sera aussi éventuellement placée un peu en dessous du niveau des tinets de façon à stabiliser les carcasses en limitant leur balancement par compression au niveau de la patte;

e) un calibre (étalon).

Le calibre fourni permet à tout moment de vérifier le système. Ce calibre est constitué d'une plaque découpée qui permet de calibrer la vision sur base d'une mesure horizontale de largeur et une mesure d'angle.

Le calibre sera soit d'un type à accrocher à un tinet soit de type à poser au sol.

2° Méthode d'estimation utilisée pour déterminer la conformation.

L'indice du type d'une carcasse est calculée selon la formule suivante :

$$y = 7,023 - 0,02087x_1 + 0,03123x_2 - 0,03492x_3.$$

Dont :

y = indice du type de la carcasse;

x<sub>1</sub> = largeur maximale du jambon en millimètres, mesurée horizontalement;

x<sub>2</sub> = angle du jambon en degrés, mesuré contre la ligne horizontale;

x<sub>3</sub> = la teneur estimée en viande maigre mesurée par un appareil CGM ou PG 200.

La formule est valable pour les carcasses d'un poids chaud compris entre 60 et 120 kilogrammes.

3° Mode d'emploi.

Au début de chaque journée d'abattage, le système est testé à l'aide d'un gabarit approuvé par le service. Le résultat du test, la date, l'heure et le numéro d'identification de la personne qui effectue le classement sont imprimés sur le listing. Lorsque les valeurs des tests excèdent les écarts tolérés de 2 mm pour la largeur maximale du jambon ou de 2° pour l'angle du jambon, l'abattoir doit immédiatement faire procéder à un nouvel étalonnage de l'appareil par le constructeur.

Les mesures sont effectuées sur la demi-carcasse gauche.

L'identification de la carcasse, le poids de la carcasse et la teneur estimée en viande maigre seront transférés complets et inchangés par l'installation informatique de l'abattoir au PIC 2000.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 portant détermination de la grille de classement et des modalités d'application pour le classement des carcasses de gros bovins et des carcasses de porcs.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART



**Annexe 2 B - VCS 2000 - Classification de carcasses de porcs par vision**

1° Description de l'appareil de classement.

Le système se compose des éléments suivants :

a) un mécanisme de positionnement de la carcasse.

Le mécanisme de positionnement consiste en une barre-guide latérale commandée par des commutateurs sur la ligne des tubes. Au moment où la demi-carcasse approche du système, le commutateur change la position de la carcasse de sorte que les deux demi-carcasses soient positionnées en angle droit par rapport à la ligne des tubes;

b) une caméra.

La caméra est située dans un boîtier protégé;

c) un arrière-fond.

Un arrière-fond fixe est réalisé par une paroi peinte;

d) une installation lumineuse.

L'installation lumineuse consiste en 2 sources de lumières illuminant l'arrière-fond de façon à produire un contraste fort et sans ombre avec la carcasse à mesurer;

e) une unité de vision.

L'unité de vision contient le hardware et le software nécessaires.

f) un calibre (étalon).

Le calibre fourni permet à tout moment de vérifier le système. Ce calibre est constitué d'une plaque découpée qui permet de calibrer la vision sur base d'une mesure horizontale de largeur et une mesure d'angle.

Le calibre sera soit d'un type à accrocher à un tinet soit de type à poser au sol.

2° Méthode d'estimation utilisée pour déterminer la conformation.

L'indice du type d'une carcasse est calculée selon la formule suivante :

$$y = 6,416 - 0,01167x_1 + 0,02968x_2 - 0,05146x_3.$$

Dont :

y = indice du type de la carcasse;

x<sub>1</sub> = largeur maximale du jambon en millimètres, mesurée horizontalement;

x<sub>2</sub> = angle du jambon en degrés, mesuré contre la ligne horizontale;

x<sub>3</sub> = la teneur estimée en viande maigre mesurée par un appareil CGM ou PG 200.

La formule est valable pour les carcasses d'un poids chaud compris entre 60 et 120 kilogrammes.

3° Mode d'emploi.

Au début de chaque journée d'abattage, le système est testé à l'aide d'un gabarit approuvé par le service. Le résultat du test, la date, l'heure et le numéro d'identification de la personne qui effectue le classement sont imprimés sur le listing. Lorsque les valeurs des tests excèdent les écarts tolérés de 2 mm pour le largeur maximale du jambon ou de 2° pour l'angle du jambon, l'abattoir doit immédiatement faire procéder à un nouvel étalonnage de l'appareil par le constructeur.

Les mesures sont effectuées sur la demi-carcasse gauche.

L'identification de la carcasse, le poids de la carcasse et la teneur estimée en viande maigre seront transférés complets et inchangés par l'installation informatique de l'abattoir au VCS 2000.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 portant détermination de la grille de classement et des modalités d'application pour le classement des carcasses de gros bovins et des carcasses de porcs.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

**Annexe 3. Contrôle des méthodes de classement selon la conformation**

1° La méthode de classement des carcasses selon la conformation doit être testée sur un échantillon avec une grande dispersion de conformation et composé d'au moins 500 carcasses dont la teneur en viande maigre a été déterminée au moyen d'une méthode de classement agréée et la conformation au moyen de la méthode de référence agréée pour le classement selon la conformation;

Le testage des méthodes consiste à contrôler l'exactitude d'un certain nombre de mesures de carcasse, et à établir une comparaison par la régression avec l'indice du type calculé suivant une méthode agréée comme référence.

Les mesures de carcasse à prendre par la méthode sont :

- a) l'angle du jambon exprimé en degrés, mesuré contre la ligne horizontale du côté intérieur du jambon.
- b) la largeur maximale du jambon, exprimée en mm.

Ces mesures doivent être prises sur la demi-carcasse gauche.

2° L'établissement d'une comparaison par la régression se fait sur base des résultats de mesure de l'appareil de classement agréé, la méthode de référence agréée pour la détermination de la conformation et la méthode non encore agréée de détermination de la conformation.

Le fonctionnement exact des différents éléments de la méthode sera contrôlé par la mesure de gabarits qui reproduisent les différents types de carcasses porcines.

3° L'établissement du test.

La méthode est testée au moyen d'une installation de mesure entièrement montée. Tous les coûts de préparation des mesures exécutées sont à charge de l'intéressé qui veut faire tester une méthode.

Sur un plan représentant l'installation, les points suivants concernant les systèmes d'analyse virtuelle sont mentionnés :

- a) la distance horizontale et verticale entre la caméra et la chaîne d'accrochage.
- b) l'emplacement de l'arrière-plan et de l'installation d'éclairage.
- c) l'emplacement de la barre de mesure vis-à-vis de la chaîne d'accrochage.
- d) la position de la carcasse par rapport à la caméra (dorsale ou ventrale).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 portant détermination de la grille de classement et des modalités d'application pour le classement des carcasses de gros bovins et des carcasses de porcs.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1648

[2004/201276]

**1. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung des Handelsklassenschemas und der Anwendungsmodalitäten für die Einstufung von Schlachtkörpern von ausgewachsenen Rindern und von Schweinen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und vom 5. Februar 1999 sowie durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 21. Januar 1992 zur Bestimmung des Handelsklassenschemas für Schlachtkörper ausgewachsener Rinder, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. Juni 2001;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. April 1999 über die Klassifizierung der Schweineschlachtkörper;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 22. Januar 1992 zur Festlegung der Anwendungsmodalitäten für die Klassifizierung der Schlachtkörper ausgewachsener Rinder, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 26. September 1997, vom 22. November 1999 und vom 29. Juni 2001;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. Mai 1999 über die Klassifizierung der Schweineschlachtkörper;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 1208/81 des Rates vom 28. April 1981 zur Bestimmung des gemeinschaftlichen Handelsklassenschemas für Schlachtkörper ausgewachsener Rinder, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1026/91 vom 22. April 1991;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3220/84 des Rates vom 13. November 1984 zur Bestimmung des gemeinschaftlichen Handelsklassenschemas für Schweineschlachtkörper, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 3530/86 des Rates vom 17. November 1986;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 1186/90 des Rates zur Erweiterung des Anwendungsbereichs des gemeinschaftlichen Handelsklassenschemas für Schlachtkörper ausgewachsener Rinder;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2930/81 der Kommission vom 12. Oktober 1981 über ergänzende Bestimmungen zur Anwendung des gemeinschaftlichen Handelsklassenschemas für Schlachtkörper ausgewachsener Rinder, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 2237/91 vom 26. Juli 1991;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 563/82 der Kommission vom 10. März 1982 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1208/81 für die Feststellung der Marktpreise für ausgewachsene Rinder auf Grundlage des gemeinschaftlichen Handelsklassenschemas für Schlachtkörper, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 2181/01 vom 9. November 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2967/85 der Kommission vom 24. Oktober 1985 mit Durchführungsbestimmungen zum gemeinschaftlichen Handelsklassenschema für Schweineschlachtkörper, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 3127/94 der Kommission vom 20. Dezember 1994;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 295/96 der Kommission vom 16. Februar 1996 zur Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 1892/87 des Rates hinsichtlich der Feststellung der Marktpreise anhand des gemeinschaftlichen Handelsklassenschemas für Schlachtkörper ausgewachsener Rinder;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 344/91 der Kommission vom 13. Februar 1991 mit Durchführungsvorschriften für die Verordnung (EWG) Nr. 1186/90 zur Erweiterung des Anwendungsbereichs des gemeinschaftlichen Handelsklassenschemas für Schlachtkörper ausgewachsener Rinder, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1215/03 vom 8. Juli 2003;

Aufgrund der Entscheidung Nr. 97/107/EG der Kommission vom 16. Januar 1997 über die Zulassung von Verfahren zur Einstufung von Schweineschlachtkörpern in Belgien, abgeändert durch die Entscheidung Nr. 97/734/EG vom 15. Oktober 1997;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 27. Oktober 2003 und 3. November 2003, in Übereinstimmung mit Art. 6, § 3bis, Punkt 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, betreffend die Maßnahmen, die Auswirkungen auf die Agrarpolitik haben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 zur Bestimmung des Handelsklassenschemas für Schlachtkörper von ausgewachsenen Rindern und von Schweinen;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 23. Dezember 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 36.140/4;

Aufgrund des am 30. Oktober 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 6. November 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL I — Allgemeine Grundsätze**

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

2° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Lieferant: die natürliche oder juristische Person, die Schlachtungen durchführen lässt;

4° Erzeuger: entweder der Verantwortliche der letzten Herde, in der sich das Rind befand, im Sinne von Artikel 1, 4°, 5° und 7° des Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 über die Identifizierung, die Registrierung und die Modalitäten für die Anwendung der epidemiologischen Überwachung von Rindern, oder der Verantwortliche der letzten Herde, in der sich das Schwein befand, im Sinne von Artikel 1, 2°, 4° und 6° des Königlichen Erlasses vom 15. Februar 1995 über die Identifizierung von Schweinen;

5° Kontrolleinrichtung: jede durch den Minister zugelassene Einrichtung, deren Aufgabe darin besteht, die Operationen der Aufmachung und Einstufung von Schlachtkörpern zu überwachen.

**Art. 2 - § 1.** In dem vorliegenden Erlass werden die Modalitäten zur Anwendung der Verordnung (EWG) Nr. 2108/81 des Rates vom 28. April 1981 zur Bestimmung des gemeinschaftlichen Handelsklassenschemas für Schlachtkörper ausgewachsener Rinder und der Verordnung (EWG) Nr. 3220/84 des Rates vom 13. November 1984 zur Bestimmung des gemeinschaftlichen Handelsklassenschemas für Schweineschlachtkörper bestimmt.

#### KAPITEL II. — *Einstufung, Kennzeichnung und Aufmachung der Schlachtkörper ausgewachsener Rinder*

**Art. 3 - § 1.** Alle Schlachtbetriebe, die weniger als 75 ausgewachsene Rinder pro Woche im Jahresdurchschnitt schlachten, sind nicht verpflichtet, die Schlachtkörper dieser Rinder einzustufen und zu identifizieren.

§ 2. Die Schlachtbetriebe, die in § 1 angeführt sind, können jedoch die Schlachtkörper einstufen, unter der Bedingung, dass sie die gemeinschaftlichen Bestimmungen und diejenigen des vorliegenden Erlasses beachten und die Dienststelle vorab schriftlich benachrichtigen.

**Art. 4 - § 1.** In Übereinstimmung mit Art. 3, § 2, Absätze 2 und 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1208/81 wird die in der Anlage I dieser Verordnung durch den Buchstaben S bestimmte Fleischigkeitsklasse benutzt.

§ 2. Der Minister kann eine Unterteilung der Kategorie aufgrund des Alters festlegen.

§ 3. Jede der in den Anlagen I und II der Verordnung (EWG) Nr. 1208/81 vorgesehenen Klassen kann in höchstens drei Unterklassen unterteilt werden. Dabei werden die Zeichen -, = oder + verwendet, um in aufsteigender Reihenfolge jeweils den Grad der Fleischigkeit oder des Fettgewebes anzugeben. Diese Zeichen werden direkt nach dem Buchstaben oder der Zahl der betreffenden Klasse angeführt. Für bestimmte Klassen ist der Minister befugt, eine Unterteilung in Unterklassen vorzunehmen.

**Art. 5 -** Es ist den Schlachtbetrieben, die gemäß Artikel 2 die Schlachtkörper nicht einstufen, untersagt, auf diesen Schlachtkörpern Markierungen anzubringen, die mit den Stempeln der Kategorien und Klassen nach Artikel 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1208/81 verwechselt werden können.

**Art. 6 - § 1.** Für die Einstufung, die Kennzeichnung und das Wiegen muss der Schlachtkörper wie in Art. 2 der Verordnung (EWG) Nr. 1208/81 präsentiert werden, jedoch mit Schwanz, Saumfleisch und Nierenzapfen.

§ 2. Die Befreiung vom Fettgewebe in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 4, § 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1208/81 und nach den in Art. 3 der Verordnung (CEE) Nr. 563/82 beschriebenen Modalitäten ist erlaubt.

§ 3. Der Minister ist befugt, andere Aufmachungen der Schlachtkörper zuzulassen und die diesbezüglichen Anwendungsbestimmungen festzulegen.

#### KAPITEL III — *Einstufung, Kennzeichnung und Aufmachung der Schlachtkörper von Schweinen*

**Art. 7 - § 1.** Die Schlachtbetriebe, die weniger als 200 Schweine pro Woche im Jahresdurchschnitt schlachten, sind nicht verpflichtet, die Schlachtkörper dieser Schweine auf der Grundlage des geschätzten Muskelfleischanteils einzustufen.

§ 2. Die in § 1 angeführten Schlachtbetriebe können jedoch die Schlachtkörper nach dem geschätzten Muskelfleischanteil einstufen, unter der Bedingung, dass sie die gemeinschaftlichen Bestimmungen und diejenigen des vorliegenden Erlasses beachten und die Dienststelle vorab schriftlich benachrichtigen.

§ 3. Die Schlachtbetriebe, die die Schlachtkörper nach dem geschätzten Muskelfleischanteil einstufen, können eine Einstufung je nach der Fleischigkeit vornehmen, unter der Bedingung, dass sie die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beachten und die Dienststelle vorab schriftlich benachrichtigen.

**Art. 8 -** Für die Einstufung der Schweineschlachtkörper auf der Grundlage des geschätzten Muskelfleischanteils sind die Schlachtbetriebe verpflichtet, eines der von der Kommission der Europäischen Gemeinschaften für Belgien zugelassenen Einstufungsverfahren anzuwenden. Diese Einstufungsverfahren werden in der Anlage 1 beschrieben.

**Art. 9 -** In Übereinstimmung mit Art. 3, § 3 der Verordnung (EWG) Nr. 3220/84 wird die gesonderte Klasse von 60% und mehr Muskelfleisch, die die Bezeichnung S erhält, eingeführt.

**Art. 10 -** Für die Einstufung der Schweineschlachtkörper nach der Fleischigkeit sind die Schlachtbetriebe verpflichtet, eines der von dem Minister zugelassenen Einstufungsverfahren anzuwenden. Diese Verfahren werden in der Anlage 2 beschrieben.

**Art. 11** - § 1. Um die Zulassung eines neuen Verfahrens zur Einstufung nach dem geschätzten Muskelfleischanteil oder nach der Fleischigkeit oder der Abänderungen der bereits zugelassenen Verfahren zu erreichen, hat der Betreffende dem Minister eine Akte zu unterbreiten, die die nachfolgenden Angaben umfasst:

1° eine technische Beschreibung des Einstufungsverfahrens ggf. mit einer Beschreibung der Punkte, in denen das auf den Artikeln 8 oder 10 basierende bestehende Verfahren abgeändert wurde;

2° eine Beschreibung des (der) Standorte, an denen die Tests durchgeführt werden dürfen;

3° die Testperiode.

§ 2. Für die Schlachtkörper, die den Tests unterzogen werden, wird eine Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 10 gewährt.

**Art. 12** - § 1. Die Dienststelle hat die Aufgabe, die Tests durchzuführen bezüglich:

1° der neuen Verfahren zur Einstufung nach dem geschätzten Muskelfleischanteil und der Anpassungen der bereits zugelassenen Einstufungsverfahren;

2° der neuen Verfahren zur Einstufung nach der Fleischigkeit und der Anpassungen der bereits nach dem in Anlage 4 des vorliegenden Erlasses festgelegten Verfahren zugelassenen Einstufungsverfahren;

§ 2. Die Dienststelle sammelt die in Anlage 4, 1° des vorliegenden Erlasses festgelegten Angaben. Nur die Zulassungsakten der positiv getesteten Verfahren sind Gegenstand eines Protokolls, das zwecks Zulassung an den Minister weitergeleitet wird.

**Art. 13** - Die verwendeten Geräte müssen konform und zuverlässig sein. Um den diesbezüglichen Beweis zu erbringen, ist der Schlachtbetrieb verpflichtet, sich erfolgreich an den von der Dienststelle organisierten Testreihen zu beteiligen, nach deren Abschluss eine Bescheinigung ausgestellt wird.

**Art. 14** - Das Gewicht des Schlachtkörpers wird auf 0,2 Kg genau erfasst.

**Art. 15** - § 1. Die Schlachtkörper werden in Übereinstimmung mit Art. 4 der Verordnung (EWG) Nr. 2967/85 gekennzeichnet. Auf Vorschlag der Dienststelle kann der Minister jedoch ein anderes Kennzeichnungsverfahren vorschlagen.

§ 2. Wird der Schlachtkörper nach der Fleischigkeit eingestuft, muss der Kennwert des Schlachtkörpertyps auf der Schwarte im Rückenbereich, der Flanke, dem hinteren Eisbein oder dem Schinken angebracht werden. Der Kennwert des Schlachtkörpertyps ist von dem Wert des Anteils Muskelfleisch durch einen Bindestrich getrennt.

**Art. 16** - Es ist den Schlachtbetrieben, die gemäß Artikel 7 des vorliegenden Erlasses die Schlachtkörper nicht einstufen, untersagt, auf diesen Schlachtkörpern Markierungen anzubringen, die mit den Einstufungszeichen bezüglich des geschätzten Muskelfleischanteils oder der Fleischigkeit verwechselt werden können.

#### KAPITEL IV — *Ausbildung, Bewertung und Zulassung der Klassifizierer.*

**Art. 17** - Die Einstufung wird von durch die Dienststelle zugelassenen Klassifizierern durchgeführt. Diese stehen unter der Verantwortung des Betreibers des Schlachtbetriebs.

**Art. 18** - § 1. Die Einstufung und die Kennzeichnung der Schlachtkörper kann nur von natürlichen Personen durchgeführt werden, die Inhaber einer von der Dienststelle ausgestellten Zulassung sind, die im Anschluss an eine Ausbildung und eine nachfolgende Bewertung erteilt wird.

§ 2. Die Zulassung kann lediglich jenen natürlichen Personen gewährt werden, die diese Ausbildung abgelegt haben und positiv bewertet worden sind.

§ 3. Die Ausbildung wird von der Dienststelle erteilt. Diese Aufgabe oder ein Teil davon kann jedoch einer von dem Minister bezeichneten Struktur anvertraut werden.

§ 4. Die Ausbildung umfasst:

1° einen theoretischen Teil über die Ordnungsbestimmungen sowie die Techniken zur Einstufung der Schlachtkörper;

2° einen praktischen Teil; was die Rinderschlachtkörper betrifft muss dieser praktische Teil wenigstens drei Einstufungszyklen umfassen, die in drei verschiedenen Schlachtbetrieben stattfinden müssen.

§ 5. Die Bewertung wird von der Dienststelle organisiert und findet in dem Schlachtbetrieb statt, in dem der Anwärter als Klassifizierer arbeiten möchte.

§ 6. Der in § 1 angeführte Antrag auf Zulassung muss von dem Betreiber des Schlachthofs an die Dienststelle gerichtet werden.

§ 7. Die Zulassung ist persönlich und nicht übertragbar. Sie beinhaltet u.a. die Identität ihres Inhabers, die Zulassungsnummer und die Gültigkeitsdauer.

§ 8. Um im Besitz der Zulassung bleiben zu können, sind folgende Bedingungen zu erfüllen:

1° der Klassifizierer muss alle auf die Einstufung anwendbaren Ordnungsbestimmungen ordnungsgemäß und vollständig beachten;

2° der Klassifizierer muss sich der Kontrolle der Kontrolleinrichtung und der Dienststelle unterziehen und deren Anweisungen befolgen.

§ 9. Die Zulassung kann zeitweilig oder endgültig entzogen werden, wenn die in § 8 angeführten Bedingungen nicht erfüllt werden. Bei leichten Pflichtverletzungen kann die Tatsache, dass die Zulassung nicht entzogen wird, an die Verpflichtung gebunden sein, eine zusätzliche Ausbildung abzulegen.

KAPITEL V — *Registrierung, Kommunikation und Verwaltung der Einstufungsergebnisse.*

**Art. 19** - § 1. Auf den Kontrollstreifen muss das Ergebnis der Einstufung vermerkt werden und der Schlachtbetrieb muss alle notwendigen Maßnahmen treffen, um eine lückenlose Rückverfolgung der Daten bezüglich der Identifizierung, des Wiegens und der Einstufung der Schlachtkörper zu ermöglichen. Zudem muss die Zulassungsnummer des Klassifizierers, der die Schlachtkörper eingestuft hat, vermerkt werden.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Informationen müssen wenigstens bis zum Ende des Jahres, das auf das laufende Jahr folgt, aufbewahrt werden, sei es durch die Archivierung der Wiegezettel, oder durch elektronische Archivierung.

**Art. 20** - § 1. Die Ergebnisse der Einstufung müssen dem Lieferanten innerhalb von acht Tagen nach dem Schlachten mitgeteilt werden.

§ 2. Was die Schlachtkörper von Schweinen betrifft, erfolgt diese Mitteilung schriftlich; sie kann jedoch auf elektronischem Wege stattfinden, insofern der Empfänger dies vorab beantragt hat.

§ 3. Handelt es sich um Rinder, muss der Schlachtbetrieb - zusätzlich zum Ergebnis der Einstufung, das in der in Art. 1, § 2 der Verordnung (EWG) Nr. 1186/90 vorgesehenen Form mitgeteilt werden muss - dem Lieferanten wenigstens die nachfolgenden Angaben übermitteln:

- 1° die Kennnummer des Tieres;
- 2° das Schlachtdatum;
- 3° das Warmgewicht des Schlachtkörpers;

§ 4. Handelt es sich um Schweine, muss der Schlachtbetrieb dem Lieferanten der auf der Grundlage des Schlachtgewichts verkauften Schweine wenigstens die nachfolgenden Angaben übermitteln:

- 1° das Schlachtdatum;
- 2° das Warmgewicht des Schlachtkörpers auf 0,2 Kg genau;
- 3° der geschätzte Muskelfleischanteil;
- 4° der Kennwert des Schlachtkörpertyps, falls die Einstufung nach der Fleischigkeit durchgeführt wird.

§ 5. Der Minister ist befugt, Maßnahmen festzulegen, damit die Lieferanten den bezeichneten Beamten die Ergebnisse der Einstufung ihrer Schlachtungen übermitteln, sowie alle sonstigen Informationen, die sich auf die geschlachteten Rinder und die betreffenden Preise beziehen.

**Art. 21** - § 1. Der Schlachtbetrieb hat dem Erzeuger innerhalb von vierzehn Tagen nach der Schlachtung das Ergebnis der Einstufung mitzuteilen.

§ 2. Die Angaben müssen in der in Artikel 20, § 2, § 3 und § 4 festgelegten Form übermittelt werden. Was die Schlachtkörper von ausgewachsenen Rindern betrifft, kann diese Mitteilung jedoch auf elektronischem Wege stattfinden, insofern der Empfänger dies vorab beantragt hat.

§ 3. Es steht dem Schlachtbetrieb frei, die Ausführung dieser Aufgabe auf die Kontrolleinrichtung zu übertragen.

In diesem Fall bleibt der Schlachtbetrieb jedoch weiterhin für die Beachtung der in § 1 angeführten Bestimmungen verantwortlich.

**Art. 22** - Der Schlachtbetrieb ist verpflichtet, der Kontrolleinrichtung und der Dienststelle auf eine diesbezügliche Anfrage hin in der vorgeschriebenen Form und spätestens am 10. jedes Monats die Ergebnisse der Einstufung des vorangehenden Monats zu übermitteln. Bei dem übermittelten Gewicht der Schlachtkörper handelt es sich um das Warmgewicht.

KAPITEL VI — *Kontrolle und Selbstkontrolle.*

**Art. 23** - § 1. Der Minister ist befugt, einer Kontrolleinrichtung die Zulassung zu erteilen, im Hinblick auf die Übertragung der Aufgabe, die Kontrolle der Einstufung der Schlachtkörper nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und die Überwachung der gemäß Artikel 26 von den Schlachtbetrieben organisierten Selbstkontrolle zu gewährleisten.

§ 2. Um die Zulassung zu erhalten, muss die Kontrolleinrichtung:

- 1° über von dem Minister genehmigte Satzungen verfügen;
- 2° über durch die Dienststelle zugelassene Kontrolleure und das für die Kontrolle notwendige Material verfügen;
- 3° über die von dem Minister genehmigten Gutachten verfügen für:
  - a) das Verfahren zur Kontrolle der Einstufung in den Schlachtbetrieben;
  - b) das in den Schlachtbetrieben einzuführende Mindestverfahren zur Selbstkontrolle;
  - c) das Verfahren, durch das sie selber ihre Selbstkontrolle gewährleistet;

d) die Übermittlung der Daten;

e) die Verwaltung der Informationen in einer Datenbank, wobei die Übereinstimmung mit der Datenbank der offiziellen Angaben zur Identifizierung von Rindern und Schweinen vorzusehen ist;

f) die Einführung eines verstärkten Kontrollsystems gegenüber den Schlachtbetrieben, die ihren Verpflichtungen nicht nachkommen;

4° der Dienststelle die Ergebnisse der Einstufung und der Kontrolle nach den von dieser Dienststelle vorgeschriebenen Modalitäten und in der dafür vorgesehenen Form übermitteln;

5° die Anweisungen des Ministers befolgen und die Kontrolle durch die Dienststelle zulassen.

§ 3. Die Kontrolleinrichtung unterbreitet dem Minister die auf die Kontrolle der Einstufung von Schlachtkörpern und auf die Selbstkontrolle anzuwendenden Tarife sowie die auf die Übermittlung der Ergebnisse nach Artikel 21, § 3 anzuwendenden Tarife zur Genehmigung.

**Art. 24** - Handelt es sich bei der Kontrolleinrichtung um eine interprofessionelle Einrichtung, muss sie zudem, um zugelassen zu werden und zu bleiben:

1° mindestens aus Vertretern der beruflichen Organisationen der Erzeuger und Schlachtbetriebe zusammengestellt sein;

2° die Betriebsform einer Vereinigung ohne Erwerbszweck besitzen;

3° im Rahmen eines von dem Minister genehmigten Finanzierungsplans verwaltet werden.

**Art. 25** - § 1. Die Ausbildung der Kontrolleure wird von der Dienststelle gewährleistet. Diese Aufgabe oder ein Teil davon kann jedoch einer von dem Minister bezeichneten Struktur anvertraut werden.

§ 2. Die Ausbildung umfasst:

1° einen theoretischen Teil über die Verordnungsbestimmungen sowie die Techniken zur Einstufung der Schlachtkörper;

2° einen praktischen Teil, der wenigstens fünf Einstufungszyklen, die in verschiedenen Schlachtbetrieben stattfinden müssen, umfasst.

§ 3. Die Bewertung der Kontrolleure wird von der Dienststelle organisiert.

§ 4. Die Zulassung des Kontrolleurs ist persönlich und nicht übertragbar. Sie beinhaltet u.a. die Identität ihres Inhabers, die Zulassungsnummer und die Gültigkeitsdauer.

§ 5. Die Gewährung und der Erhalt der Zulassung ist an die Erfüllung folgender Bedingungen gebunden:

1° der Kontrolleur muss bei der Bewertung erfolgreich sein, die von der Dienststelle auf der Grundlage der bei der Ausbildung erzielten Ergebnisse und der von dieser Dienststelle ausgeübten Kontrollen durchgeführt wird;

2° der Kontrolleur muss alle auf die Einstufung anwendbaren Verordnungsbestimmungen ordnungsgemäß und vollständig beachten;

3° der Kontrolleur muss sich der Kontrolle der Dienststelle unterziehen und deren Anweisungen befolgen.

§ 6. Die Zulassung kann zeitweilig oder endgültig entzogen werden, wenn die in § 5 angeführten Bedingungen nicht erfüllt werden. Bei leichten Pflichtverletzungen kann die Tatsache, dass die Zulassung nicht entzogen wird, an die Verpflichtung gebunden sein, eine zusätzliche Ausbildung abzulegen.

**Art. 26** - § 1. Alle Schlachtbetriebe, die die Einstufung von Schlachtkörpern durchführen, sind verpflichtet, ein System der Selbstkontrolle einzuführen, anzuwenden und aufrechtzuerhalten, das sich auf die eigentliche Einstufung, die Aufbewahrung der Ergebnisse dieser Einstufung und die Übermittlung der Ergebnisse nach den Bestimmungen von Kapitel V bezieht.

§ 2. Das System der Selbstkontrolle muss sich wenigstens auf die folgenden Aspekte beziehen:

1° die ausreichende Verfügbarkeit von zugelassenen Klassifizierern;

2° die dem Klassifizierer zur Verfügung gestellten objektiven Informationen, die eine Bestimmung der Kategorie nach den Bestimmungen von Artikel 3, § 1 der Verordnung (EWG) Nr. 1208/81 und gegebenenfalls der Unterkategorie gemäß Artikel 4, § 2 des vorliegenden Erlasses ermöglichen;

3° die Art der auf den Etiketten angegebenen Angaben sowie das Verfahren, das angewandt wird, um diese Daten zu importieren;

4° die Übereinstimmung zwischen dem Tier und den Daten der Identifizierung und Einstufung des Schlachtkörpers;

5° die Funktionstüchtigkeit der Geräte;

6° die Aufbewahrung der einzelnen Ergebnisse bezüglich des Wiegens und der Einstufung jedes geschlachteten Tieres;

7° die Übermittlung der Ergebnisse;

8° die Übermittlung der Ergebnisse der Einstufung an den Lieferanten: Art der übermittelten Angaben, Häufigkeit und Art und Weise der Übermittlung;

9° die Übermittlung der Ergebnisse der Einstufung an den Erzeuger des geschlachteten Tieres: Art der übermittelten Angaben, Häufigkeit und Art und Weise der Übermittlung und gegebenenfalls das für die Ausübung dieser Aufgaben mit der Kontrolleinrichtung geschlossene Abkommen;

10° die monatliche Übermittlung der Ergebnisse der Einstufung an die Dienststelle und die Kontrolleinrichtung: Art der übermittelten Angaben, Häufigkeit und Art und Weise der Übermittlung;

§ 3. Alle Verfahren, die festgelegt worden sind, um den in § 1 und § 2 angeführten Bestimmungen Rechnung zu tragen, werden in einem Dokument "Selbstkontrollverfahren" beschrieben. Dieses Dokument muss der Dienststelle zwecks Genehmigung vorgelegt werden. Jegliche Abänderung des genehmigten Dokumentes muss ebenfalls vorab von der betreffenden Dienststelle genehmigt werden. Für die Erarbeitung dieses Dokumentes kann sich der Schlachtbetrieb auf den von der Kontrolleinrichtung ausgearbeiteten und von der Dienststelle genehmigten Leitfaden beziehen.

#### KAPITEL VII — *Abschließende Bestimmungen*

**Art. 27** - Der Minister legt die Anwendungsbestimmungen fest, die für die ordnungsgemäße Ausführung dieses Erlasses notwendig sind. Des weiteren ist er befugt, die Anlagen des vorliegenden Erlasses abzuändern, um sie den europäischen Anforderungen und den technischen Entwicklungen anzupassen.

**Art. 28** - Es ist jedem Schachtbetrieb, der Schlachtkörper einstufen muss, untersagt, Schlachtkörper oder Viertel, die nicht der durch den vorliegenden Erlass vorgeschriebenen Einstufung unterzogen worden sind, in Verkehr zu bringen, anzubieten, auszustellen oder zum Verkauf anzubieten oder sie für den Verkauf zu transportieren, sie zu verkaufen, zu liefern, abzugeben oder zu exportieren.

**Art. 29** - Personen, die bei der Ausübung ihrer Funktion an der Sammlung, der Speicherung oder der Aufbewahrung von Daten beteiligt sind, treffen alle erforderlichen Vorkehrungen, um die Vertraulichkeit der einzelnen von den Schlachtbetrieben übermittelten Informationen zu gewährleisten.

**Art. 30** - Der Schlachtbetrieb, der Klassifizierer und die zugelassene Kontrolleinrichtung sind verpflichtet, allen Personen, die von der Dienststelle bezeichnet werden, um Kontrollaufgaben wahrzunehmen, Beistand zu leisten.

Dieser Beistand besteht insbesondere darin, freien Zugang zu allen Anlagen des Schlachtbetriebs und der Kontrolleinrichtung zu ermöglichen und die Dokumente und Informationen bezüglich der Einstufung bereit zu halten.

**Art. 31** - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 8 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

**Art. 32** - Werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 21. Januar 1992 zur Bestimmung des Handelsklassenschemas für Schlachtkörper ausgewachsener Rinder;

2° der Königliche Erlass vom 29. April 1999 über die Klassifizierung der Schweineschlachtkörper;

3° der Ministerialerlass vom 22. Januar 1992 zur Festlegung der Anwendungsmodalitäten für die Klassifizierung der Schlachtkörper ausgewachsener Rinder;

4° der Ministerialerlass vom 3. Mai 1999 über die Klassifizierung der Schweineschlachtkörper.

5° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 zur Bestimmung des Handelsklassenschemas für Schlachtkörper von ausgewachsenen Rindern und von Schweinen;

**Art. 33** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART



## Anlage 1. A - Klassifizierungsgerät "Gras/Maigre - Sydel" (CGM)

1° Beschreibung des Klassifizierungsgeräts.

Dieses Gerät ist mit einer hochauflösenden Sydel-Sonde von 8 mm Durchmesser, einer Infrarot emittierenden Fotodiode (Honeywell) und zwei Fotoempfängern (Honeywell) ausgestattet. Der Messbereich liegt zwischen 0 und 105 mm.

Das Gerät setzt die Messwerte automatisch in Schätzwerte für den Muskelfleischanteil um.

2° Für die Bestimmung des Muskelfleischanteils verwendete Schätzungsmethode.

Der Muskelfleischanteil eines Schlachtkörpers wird anhand folgender Formel berechnet:

$$y = 59,902386 - 1,060750x_1 + 0,229324x_2.$$

Dabei ist:

$y$  = geschätzter Muskelfleischanteil des Schlachtkörpers;

$x_1$  = Rückenspeckdicke (einschließlich Schwarte) in mm, 6 cm seitlich der Mittellinie des Schlachtkörpers zwischen der dritt- und viertletzten Rippe gemessen;

$x_2$  = Muskeldicke in mm, gleichzeitig und an der gleichen Stelle gemessen wie  $x_1$ .

Diese Formel gilt für Schlachtkörper von 60 bis 120 Kilogramm Warmgewicht.

3° Verfahren.

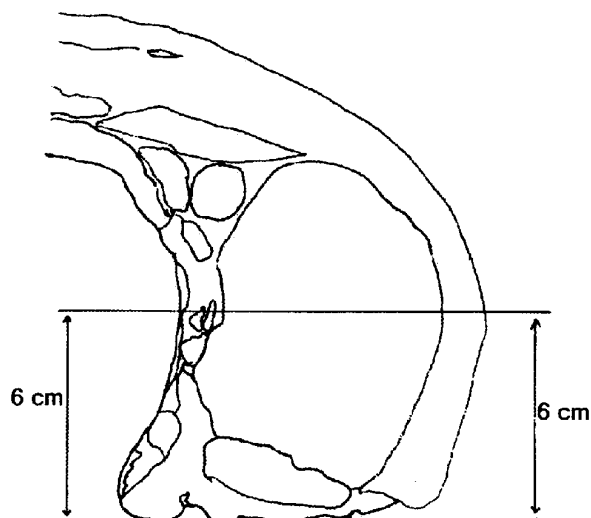
Zu Beginn eines jeden Schlachttages muss die Messsonde anhand eines Testwürfels überprüft werden. Der Fettanteil und der Fleischanteil dieses Testwürfels sind immer gleich (20 mm für das Fett und 60 mm für das Fleisch). Das Testergebnis, das Datum, die Uhrzeit und die Kennnummer der Person, die die Einstufung durchführt, werden auf dem Listing ausgedruckt. Wenn die Testwerte die zulässige Abweichung von 1 mm für die Fettschicht oder 1 mm für die Fleischschicht überschreiten, ist der Schlachtbetrieb verpflichtet, das Gerät unverzüglich durch den Hersteller neu eichen zu lassen.

An dem Schlachtkörper wird anhand dieser Messsonde ein Einstich vorgenommen:

in der linken Schlachthälfte;

- ein erstes Mal zwischen der zweit- und der drittletzten Rippe (Referenz-Messstelle);
- ein zweites Mal zwischen der dritt- und der viertletzten Rippe (Offizielle Messstelle);
- horizontal und parallel zur Schnittführung;
- in einem Abstand von 6 cm zur Schnittführung.

Die Spitze der Messsonde muss bis in die Bauchhöhle eingestochen werden.



Durch das Einstechen an zwei verschiedenen Stellen wird ermöglicht, eventuelle Fehler beim Stechen zu entdecken und auszugleichen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 zur Bestimmung des Handelsklassenschemas und der Anwendungsmodalitäten für die Einstufung von Schlachtkörpern von ausgewachsenen Rindern und von Schweinen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

**Anlage 1. B - Giralda Choirometer - PG 200**

1° Beschreibung des Klassifizierungsgeräts.

Das Gerät ist mit einer Sonde (Siemens KOM) von 6 mm Durchmesser, einer Fotodiode (LED Siemens F 28) und einem Fotozellendetektor (Siemens F 232) ausgestattet und hat einen Messbereich von 0 bis 125 mm.

Das Gerät setzt die Messwerte automatisch in Schätzwerte für den Muskelfleischanteil um.

2° Für die Bestimmung des Muskelfleischanteils verwendete Schätzungsmethode.

Der Muskelfleischanteil eines Schlachtkörpers wird anhand folgender Formel berechnet:

$$y = 48,605031 - 0,822075x_1 + 0,378669x_2.$$

Dabei ist:

y = geschätzter Muskelfleischanteil des Schlachtkörpers;

x<sub>1</sub> = Rückenspeckdicke (einschließlich Schwarte) in mm, 7 cm seitlich der Mittellinie des Schlachtkörpers zwischen der dritt- und viertletzten Rippe gemessen;

x<sub>2</sub> = Muskeldicke in mm, gleichzeitig und an der gleichen Stelle gemessen wie x<sub>1</sub>.

Diese Formel gilt für Schlachtkörper von 60 bis 120 Kilogramm Warmgewicht.

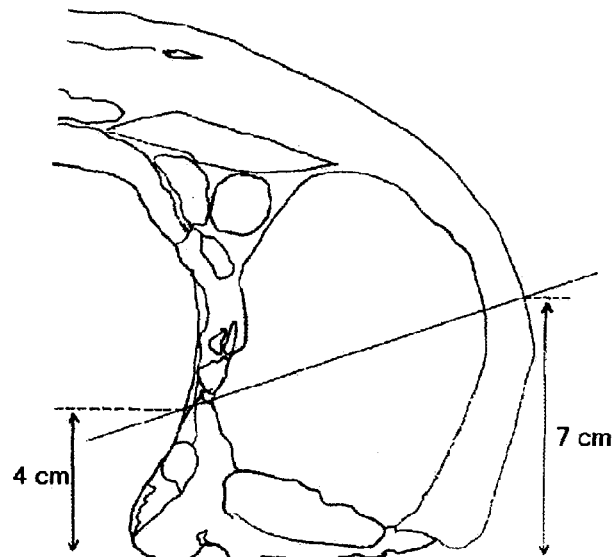
3° Verfahren.

Zu Beginn eines jeden Schlachttagess muss die Messsonde anhand eines Testwürfels überprüft werden. Der Fettanteil und der Fleischanteil dieses Testwürfels sind immer gleich (20 mm für das Fett und 60 mm für das Fleisch). Das Testergebnis, das Datum, die Uhrzeit und die Kennnummer der Person, die die Einstufung durchführt, werden auf dem Listing ausgedruckt. Wenn die Testwerte die zulässige Abweichung von 1 mm für die Fettschicht oder 1 mm für die Fleischschicht überschreiten, ist der Schlachtbetrieb verpflichtet, das Gerät unverzüglich durch den Hersteller neu eichen zu lassen.

An dem Schlachtkörper wird anhand dieser Messsonde ein Einstich vorgenommen:

- in der linken Schlachthälfte;
- zwischen der dritt- und der viertletzten Rippe;
- horizontal und rechtwinklig zur Einstichstelle;
- in einem Abstand von 7 cm zur Schnittführung.

Die Spitze der Messsonde muss bis in die Bauchhöhle eingestochen werden.



La hauteur de 4 cm est donnée à titre indicatif.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 zur Bestimmung des Handelsklassenschemas und der Anwendungsmodalitäten für die Einstufung von Schlachtkörpern von ausgewachsenen Rindern und von Schweinen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

**Anlage 2 A - PIC 2000 - Visuelle Klassifizierung der Schweineschlachtkörper**

1° Beschreibung des Klassifizierungsgeräts.

Das System umfasst folgende Bestandteile:

f) Eine Kameraeinheit.

Die Kamera befindet sich in einem geschützten Gehäuse. Die Kamera wird in ausreichendem Abstand zu den Schlachtbändern angebracht, um den Parallaxeneffekt zu begrenzen. Reicht der Abstand nicht aus, wird entweder zwischen dem Schlachtkörper und der Kamera eine zusätzliche Vorrichtung installiert, durch die das Bild um 90° umgelenkt wird, oder es wird erwägt, eine zweite Kamera zu installieren, um den Bildwinkel zu reduzieren;

g) Ein Lichtkasten.

Ein dichter Lichtkasten, der hinter dem Schlachtband und zwar in Höhe der vorbeigeführten hängenden Schlachtkörper installiert ist. Diese Lichtquelle erhöht den Kontrast der Konturen der Schlachtkörper mit dem Hintergrund und ermöglicht eine bessere Aufnahmequalität mit der Kamera;

h) Eine elektronische Kontrolleinheit.

Eine elektronische Kontrolleinheit für die Bildbearbeitung, die Berechnung der Messdaten, die serielle Verbindung (RS 232), die Anzeige der Daten,...;

i) Eine mechanische Vorrichtung zur Positionierung des Schlachtkörpers.

Die mechanische Vorrichtung zur Positionierung der zu kontrollierenden Schlachthälften befindet sich auf der Höhe des Kontrollpostens der visuellen Klassifizierung.

Eine pneumatische oder elektrische Vorrichtung steuert eine horizontal angebrachte Stange, die einen kurzen Augenblick an der Schnittseite der Schlachthälfte platziert wird. Die Schlachthälfte, die sich an dem Schlachthaken hängend vorwärts bewegt, lehnt dann an diese Stange an, wodurch sie auf der Höhe des Kontrollpostens so positioniert wird, dass die Schnittführung sich in der Bildachse der Kamera befindet. In diesem Augenblick wird die Aufnahme gemacht. Im Augenblick, in dem die Aufnahme gemacht wird, befindet sich die Schnittführung des Schlachtkörpers also in einem rechten Winkel zu der Achse, in der sich die Schlachthaken bewegen.

Je nachdem, wie der Schlachtbetrieb gestaltet ist, wird zudem eine horizontale Führungsstange parallel zu dem Schlachtband etwas unterhalb der Schlachthaken angebracht, um die Schlachtkörper zu stabilisieren, indem dadurch, dass diese Stange gegen das Unterbein der Schlachtkörper drückt, eine Pendelbewegung verhindert wird;

j) Eine Schablone (Prüfmaß).

Die mitgelieferte Schablone ermöglicht es, das System jederzeit zu überprüfen. Diese Schablone besteht aus einer ausgeschnittenen Platte, anhand deren die visuelle Klassifizierung auf der Grundlage einer horizontalen Messung der Breite und einer Messung des Winkels kalibriert wird.

Je nach Modell wird die Schablone entweder an einem Schlachthaken aufgehängt, oder auf den Boden gestellt.

2° Schätzmethode zur Bestimmung der Fleischigkeit.

Der Typenindex eines Schlachtkörpers wird anhand folgender Formel berechnet:

$$y = 7,023 - 0,02087x_1 + 0,03123x_2 - 0,03492x_3.$$

Dabei ist:

y = Typenindex des Schlachtkörpers;

x<sub>1</sub> = horizontal gemessene maximale Breite des Schinkens in Millimetern;

x<sub>2</sub> = in Abweichung der horizontalen Linie gemessener Winkel des Schinkens;

x<sub>3</sub> = geschätzter Muskelfleischanteil, gemessen anhand eines CGM oder PG 200-Gerätes.

Diese Formel gilt für die Schlachtkörper mit einem Warmgewicht zwischen 60 und 120 Kg.

3° Verfahren.

Zu Beginn eines jeden Schlachttages wird das System anhand einer von der Dienststelle zugelassenen Schablone geprüft. Das Testergebnis, das Datum, die Uhrzeit und die Kennnummer der Person, die die Einstufung durchführt, werden auf dem Listing ausgedruckt. Wenn die Testwerte die zulässige Abweichung von 2 mm für die maximale Breite des Schinkens oder von 2° für den Winkel des Schinkens überschreiten, ist der Schlachtbetrieb verpflichtet, das Gerät unverzüglich durch den Hersteller neu eichen zu lassen.

Die Messungen werden an der linken Schlachthälfte vorgenommen.

Die Identifizierungsdaten des Schlachtkörpers, das Gewicht des Schlachtkörpers und der geschätzte Muskelfleischanteil werden durch über den Computer des Schlachtbetriebs vollständig und unverändert an das PIC 2000-Gerät weitergeleitet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 zur Bestimmung des Handelsklassenschemas und der Anwendungsmodalitäten für die Einstufung von Schlachtkörpern von ausgewachsenen Rindern und von Schweinen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

**Anlage 2 B - VCS 2000 - Visuelle Klassifizierung der Schweineschlachtkörper**

1° Beschreibung des Klassifizierungsgeräts.

Das System umfasst folgende Bestandteile:

a) eine mechanische Vorrichtung zur Positionierung des Schlachtkörpers.

Die mechanische Vorrichtung zur Positionierung des Schlachtkörpers besteht aus einer seitlich angebrachten Führstange, die durch Schalter auf dem Schlachtband gesteuert wird. Wenn sich die Schlachthälfte dem System nähert, ändert der Schalter seine Position, so dass der Schlachtkörper gedreht wird und sich die beiden Schlachtkörper in einem rechten Winkel zu dem Schlachtband befinden;

b) eine Kamera.

Die Kamera befindet sich in einem geschützten Gehäuse;

c) einen Hintergrund.

Ein feststehender Hintergrund wird anhand einer gestrichenen Wand erreicht;

d) eine Beleuchtungseinheit.

Die Beleuchtungseinheit besteht aus zwei Lichtquellen, die den Hintergrund ausleuchten, so dass ein Kontrast entsteht und sich der zu vermessende Schlachtkörper deutlich und ohne Schatten vom Hintergrund abhebt;

e) eine Einheit zur visuellen Klassifizierung.

Die Einheit zur visuellen Klassifizierung umfasst die notwendige Hardware und Software.

f) Eine Schablone (Prüfmaß).

Die mitgelieferte Schablone ermöglicht es, das System jederzeit zu überprüfen. Diese Schablone besteht aus einer ausgeschnittenen Platte, anhand deren die visuelle Klassifizierung auf der Grundlage einer horizontalen Messung der Breite und einer Messung des Winkels kalibriert wird.

Je nach Modell wird die Schablone entweder an einem Schlachthaken aufgehängt, oder auf den Boden gestellt.

2° Schätzmethode zur Bestimmung der Fleischigkeit.

Der Typenindex eines Schlachtkörpers wird anhand folgender Formel berechnet:

$$y = 6,416 - 0,01167x_1 + 0,02968x_2 - 0,05146x_3.$$

Dabei ist:

y = Typenindex des Schlachtkörpers;

x<sub>1</sub> = horizontal gemessene maximale Breite des Schinkens in Millimetern;

x<sub>2</sub> = in Abweichung der horizontalen Linie gemessener Winkel des Schinkens;

x<sub>3</sub> = geschätzter Muskelfleischanteil, gemessen anhand eines CGM oder PG 200-Gerätes.

Diese Formel gilt für die Schlachtkörper mit einem Warmgewicht zwischen 60 und 120 Kg.

3° Verfahren.

Zu Beginn eines jeden Schlachttages wird das System anhand einer von der Dienststelle zugelassenen Schablone geprüft. Das Testergebnis, das Datum, die Uhrzeit und die Kennnummer der Person, die die Einstufung durchführt, werden auf dem Listing ausgedruckt. Wenn die Testwerte die zulässige Abweichung von 2 mm für die maximale Breite des Schinkens oder von 2° für den Winkel des Schinkens überschreiten, ist der Schlachtbetrieb verpflichtet, das Gerät unverzüglich durch den Hersteller neu eichen zu lassen.

Die Messungen werden an der linken Schlachthälfte vorgenommen.

Die Identifizierungsdaten des Schlachtkörpers, das Gewicht des Schlachtkörpers und der geschätzte Muskelfleischanteil werden durch über den Computer des Schlachtbetriebs vollständig und unverändert an das VCS 2000-Gerät weitergeleitet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 zur Bestimmung des Handelsklassenschemas und der Anwendungsmodalitäten für die Einstufung von Schlachtkörpern von ausgewachsenen Rindern und von Schweinen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

**Anlage 3 - Kontrolle der Methoden zur Klassifizierung nach Fleischigkeit**

1° Die Methode zur Klassifizierung der Schlachtkörper nach Fleischigkeit muss auf einer Stichprobe getestet werden, die eine große Dispersion unterschiedlicher Fleischigkeit aufweist und wenigstens 500 Schlachtkörper umfasst, deren Muskelfleischanteil anhand eines zugelassenen Einstufungsverfahrens bestimmt wurde, und deren Fleischigkeit anhand der für die Klassifizierung nach Fleischigkeit zugelassenen Referenzmethode bestimmt wurde;

Bei der Prüfung der Methoden wird die Genauigkeit einer bestimmten Anzahl von Maßen des Schlachtkörpers kontrolliert, und es wird ein Vergleich durch Regression mit dem anhand der als Referenzmethode anerkannten Methode berechneten Typenindex angestellt.

Die mit dieser Methode zu berücksichtigenden Schlachtkörpermaße sind folgende:

a) der in Grad angegebene Winkel des Schinkens, gemessen anhand der horizontalen Linie der Innenseite des Schinkens.

b) die maximale Breite des Schinkens in mm.

Die Messungen werden an der linken Schlachthälfte vorgenommen.

2° Der Vergleich durch Regression wird auf der Grundlage der Messergebnisse des zugelassenen Klassifizierungsgerätes, der für die Bestimmung der Fleischigkeit zugelassenen Referenzmethode und der noch nicht zugelassenen Methode für die Bestimmung der Fleischigkeit durchgeführt.

Die genaue Funktionstüchtigkeit der verschiedenen Bestandteile der Methode wird durch die Messung von Schablonen überprüft, die die verschiedenen Typen von Schweineschlachtkörpern wiedergeben.

3° Durchführung des Tests.

Die Methode wird an einer vollständig montierten Testanlage getestet. Alle durch die Vorbereitung der durchgeführten Messungen entstehenden Kosten gehen zu Lasten der Person, die eine Methode testen lassen möchte.

Auf einem Plan, der die Anlage darstellt, werden folgende Punkte für die visuelle Klassifizierung angegeben:

a) der horizontal und vertikal gemessene Abstand zwischen der Kamera und dem Schlachtband.

b) die genaue Position des Hintergrunds und der Beleuchtungsanlage.

c) die Position des Messstabs im Vergleich zu dem Schlachtband.

d) die Position des Schlachtkörpers zu der Kamera (Rücken oder Bauch).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 zur Bestimmung des Handelsklassenschemas und der Anwendungsmodalitäten für die Einstufung von Schlachtkörpern von ausgewachsenen Rindern und von Schweinen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1648

[2004/201276]

**1 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering houdende vaststelling van het schema en de toepassingsmodaliteiten voor de indeling van geslachte volwassen runderen en varkens**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 januari 1992 houdende vaststelling van het indelingsschema voor geslachte volwassen runderen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 juni 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 1999 betreffende het klasseren van geslachte varkens;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 januari 1992 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten voor de indeling van geslachte volwassen runderen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 26 september 1997, 22 november 1999 en 29 juni 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 mei 1999 betreffende het klasseren van geslachte varkens;

Gelet op verordening (EEG) nr. 1208/81 van de Raad van 28 april 1981 tot vaststelling van het communautaire indelingsschema voor geslachte volwassen runderen, gewijzigd bij verordening (EEG) nr 1026/91 van 22 april 1991;

Gelet op verordening (EEG) nr. 3220/84 van de Raad van 13 november 1984 tot vaststelling van het communautaire indelingsschema voor geslachte varkens, gewijzigd bij verordening (EEG) nr 3530/86 van de Raad van 17 november 1986;

Gelet op verordening (EEG) nr. 1186/90 van de Raad van 7 mei 1990 tot uitbreiding van de werkingsfeer van het communautaire indelingsschema voor geslachte volwassen runderen;

Gelet op verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees;

Gelet op verordening (EEG) nr. 2930/81 van de Commissie van 12 oktober 1981 houdende vaststelling van aanvullende bepalingen voor de toepassing van het communautaire indelingsschema voor geslachte volwassen runderen, gewijzigd bij verordening (EEG) nr. 2237/91 van 26 juni 1991;

563/82 van de Commissie van 10 maart 1982 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 1208/81 voor de notering der marktprijzen voor volwassen runderen op basis van het communautaire indelingsschema voor geslachte runderen, laatst gewijzigd bij verordening (EEG) nr. 2181/01 van 9 november 2001;

Gelet op verordening (EEG) nr. 2967/85 van de Commissie van 24 oktober 1985 houdende nadere bepalingen voor de toepassing van het communautaire indelingsschema voor geslachte varkens, gewijzigd bij verordening (EEG) nr. 3127/94 van de Commissie van 20 december 1994;

Gelet op verordening (EG) nr. 295/96 van de Commissie van 16 februari 1996 tot vaststelling van nadere bepalingen ter uitvoering van verordening (EEG) nr. 1892/87 van de Raad betreffende de notering van de marktprijzen van volwassen runderen op basis van het communautaire indelingsschema voor geslachte dieren;

Gelet op verordening (EEG) nr. 344/91 van de Commissie van 13 februari 1991 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 1186/90, laatst gewijzigd bij verordening (EEG) nr. 1215/03 van 8 juli 2003;

Gelet op beschikking nr. 97/107/EG van 16 januari 1997 tot toelating van methoden voor de indeling van geslachte varkens in België, gewijzigd bij beslissing nr. 97/734/EG van 15 oktober 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale Overheid, overeenkomstig artikel 6, § 3bis, punt 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1890, voor de maatregelen die een impact hebben op het landbouwbeleid, d.d. 27 oktober 2002 en 3 november 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003 houdende vaststelling van het schema en de toepassingsmodaliteiten voor de indeling van geslachte volwassen runderen en varkens;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 6 november 2003 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies nr 36.1404/4 van de Raad van State gegeven op 23 december 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 oktober 2003;

Gelet op het akkoord van de Begroting, gegeven op 6 november 2003;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1<sup>er</sup>.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1<sup>o</sup> de Minister : de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft;

2<sup>o</sup> de Dienst : de Directie productkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3<sup>o</sup> de leverancier : de natuurlijke of rechtspersoon die zorgt voor de slachthandelingen;

4° de producent : hetzij de verantwoordelijke van de laatste kudde waarin het rund werd gehouden, in de zin van artikel 1, 4°, 5°, 7°, van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 betreffende de identificatie, de registratie en de toepassingsmodaliteiten voor de epidemiologische bewaking van de runderen, hetzij de verantwoordelijke van de laatste kudde waarin het varken werd gehouden, in de zin van artikel 1, 2°, 4°, 6°, van het koninklijk besluit van 15 februari 1995 betreffende de identificatie van varkens;

5° de controle-instelling : elke instelling die door de Minister erkend is om de handelingen m.b.t. het aanbieden en het indelen van karkassen te controleren.

**Art. 2.** Dit besluit bepaalt de toepassingsmodaliteiten voor verordening (EEG) nr. 1208/81 van de Raad van 28 april 1981 tot vaststelling van het communautaire indelingsschema voor geslachte volwassen runderen en voor verordening (EEG) nr. 3220/84 van de Raad van 13 november 1984 tot vaststelling van het communautaire indelingsschema voor geslachte varkens.

#### HOOFDSTUK II. — *Indeling, merking en aanbieding van karkassen van volwassen runderen*

**Art. 3.** § 1. Alle slachthuizen die op jaarbasis gemiddeld minder dan 75 volwassen runderen per week slachten zijn vrijgesteld van de verplichting om de karkassen van die runderen in te delen en te identificeren.

§ 2. De in § 1 bedoelde slachthuizen mogen echter de karkassen indelen op voorwaarde dat zij de communautaire bepalingen en die van dit besluit naleven en hiervan de Dienst vooraf schriftelijk op de hoogte brengen.

**Art. 4.** § 1. Overeenkomstig artikel 3, § 2, lid 2 en 3, van verordening (EEG) nr. 1208/81, wordt de in bijlage I bij die verordening met de letter S aangewezen beveleedsheidsklasse gebruikt.

§ 2. De Minister kan een verdeling van de categorie vastleggen volgens de leeftijd.

§ 3. Elke van de klassen bedoeld in bijlagen I en II bij verordening (EEG) nr. 1208/81 kan worden onderverdeeld in maximum drie subklassen. Zij worden aangegeven met de tekens -, = of +, volgens toenemende mate van beveleedsheid, respectievelijk vetheid, en moeten direct volgen op de letter of het cijfer van de betrokken klasse. Voor sommige klassen kan de Minister de indeling per subklassen opleggen.

**Art. 5.** De slachthuizen die krachtens artikel 3 van dit besluit niet tot de indeling van de karkassen overgaan, mogen daarop geen tekens aanbrengen die kunnen worden verward met de merktekens van de categorieën en klassen van artikel 3 van verordening (EEG) nr. 1208/81.

**Art. 6.** § 1. Voor de indeling, de merking en de weging moet het karkas worden aangeboden in de vorm bedoeld in artikel 2 van verordening (EEG) nr. 1208/81 maar met de staart, het middenrif en het longhaasje.

§ 2. Het verwijderen van het overtollige dekvet wordt toegestaan overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, § 3, van verordening (EEG) nr. 1208/81 en volgens de modaliteiten die beschreven zijn in artikel 3 van verordening (EEG) nr. 563/82.

§ 3. De Minister kan andere karkasaanbiedingen toestaan en de toepassingsmodaliteiten daarvan vastleggen.

#### HOOFDSTUK III. — *Indeling, merking en aanbieding van varkensarkassen*

**Art. 7.** § 1. De slachthuizen die op jaarbasis gemiddeld minder dan 200 varkens per week slachten, zijn vrijgesteld van de verplichting om de indeling uit te voeren volgens het geraamde aandeel mager vlees.

§ 2. De in § 1 bedoelde slachthuizen mogen echter de karkassen indelen volgens het geraamde aandeel mager vlees op voorwaarde dat zij de communautaire bepalingen en die van dit besluit naleven en hiervan de Dienst vooraf schriftelijk op de hoogte brengen.

§ 3. De slachthuizen die de karkassen indelen volgens het geraamde aandeel mager vlees, mogen een indeling uitvoeren volgens de beveleedsheid op voorwaarde dat zij de bepalingen van dit besluit naleven en hiervan de Dienst vooraf schriftelijk op de hoogte brengen.

**Art. 8.** Voor de indeling volgens het geraamd aandeel mager vlees mag enkel gebruik gemaakt worden van door de EU-Commissie voor België goedgekeurde indelingsmethoden. Die methoden worden beschreven in bijlage 1.

**Art. 9.** Overeenkomstig artikel 3, § 3, van verordening (EEG) nr. 3220/84, wordt de afzonderlijke klasse met 60 % en meer mager vlees die aangeduid wordt met de letter S, ingevoerd.

**Art. 10.** Voor de indeling volgens de beveleedsheid mak enkel gebruik worden gemaakt van de door de Minister goedgekeurde methoden. Die methoden worden beschreven in bijlage 2.

**Art. 11.** § 1. Om nieuwe methoden voor de indeling volgens het geraamd aandeel mager vlees, volgens de beveleedsheid of wijzigingen aan reeds erkende methoden te laten goedkeuren, dient betrokkene een dossier voor te leggen aan de Minister met de volgende gegevens :

1° een technische beschrijving van de indelingsmethode met in voorkomend geval een beschrijving van de punten waarvoor de in artikel 8 of 10 bedoelde methode gewijzigd werd;

2° een beschrijving van de locatie(s) waar de proeven kunnen worden uitgevoerd;

3° de testperiode.

§ 2. Voor de karkassen die aan de testen onderworpen zijn, wordt ontheffing verleend van het bepaalde in artikel 10.

**Art. 12.** § 1. De Dienst is gelast de testen uit te voeren inzake :

1° nieuwe methoden voor de indeling volgens het geraamd aandeel mager vlees en aanpassingen van reeds erkende indelingsmethoden;

2° nieuwe methoden voor de indeling volgens de beveleedsheid en aanpassingen aan reeds erkende methoden overeenkomstig de procedure bepaald in bijlage 4 van dit besluit.

§ 2. De Dienst verzamelt de gegevens bepaald in bijlage 4, 1° bij dit besluit. Enkel de dossiers voor gunstig geteste methoden worden aan de Minister voor erkenning voorgelegd.

**Art. 13.** De gebruikte apparatuur moet conform en betrouwbaar zijn. Als bewijs daarvan, moet het slachthuis deelnemen aan de door de Dienst georganiseerde proefprocedure, waarna een attest wordt uitgegeven.

**Art. 14.** Het gewicht van het karkas wordt bepaald tot op 0,2 kg nauwkeurig.

**Art. 15. § 1.** De karkassen worden gemerkt overeenkomstig artikel 4 van verordening (EEG) nr. 2967/85. De Minister kan, op voorstel van de Dienst, een ander merkingsprocédé echter toelaten.

§ 2. Indien de indeling volgens de beveleedheid plaatsvindt, wordt de type-index van het karkas aangebracht op het zwoerd van de rug, de flank, de achterschenkel of de ham. De type-index wordt gescheiden van de vermelding voor het geraamd aandeel mager vlees door een liggend streepje.

**Art. 16.** De slachthuizen die krachtens artikel 7 van dit besluit niet tot de indeling van de karkassen overgaan, mogen daarop geen tekens aanbrengen die kunnen worden verward met de indelingstekens betreffende het geraamde aandeel mager vlees of de beveleedheid.

#### HOOFDSTUK IV. — *Opleiding, evaluatie en erkenning van classificeerders*

**Art. 17.** De indeling wordt verricht door classificeerders die erkend zijn door de Dienst. Deze werken onder de verantwoordelijkheid van de uitbater van het slachthuis.

**Art. 18. § 1.** De indeling en de merking van de karkassen worden enkel verricht door natuurlijke personen die houder zijn van een erkenning afgegeven door de Dienst na afloop van een vorming en een evaluatie.

§ 2. De toekenning van de erkenning wordt beperkt tot de natuurlijke personen die de opleiding hebben gevolgd en die een gunstige evaluatie hebben gekregen.

§ 3. De opleiding wordt verzekerd door de Dienst. Het geheel of een gedeelte van die opdracht kan echter opgedragen worden aan een door de Minister aangewezen structuur.

§ 4. Zij omvat :

1° Een theoretisch gedeelte over de reglementering en de technieken voor karkasindeling;

2° Een praktisch gedeelte; wat betreft runderkarkassen, minimum drie indelingssessies in verschillende slachthuizen.

§ 5. De evaluatie wordt verzekerd door de Dienst en vindt plaats in het door de kandidaat-classificeerder gekozen slachthuis.

§ 6. De in § 1 bedoelde erkenningsaanvraag moet aan de Dienst worden gericht door de uitbater van het slachthuis.

§ 7. De erkenning is persoonlijk en kan niet worden overgedragen aan anderen. Zij vermeldt onder andere de identiteit van de houder, zijn erkenningsnummer en de geldigheidsduur van de erkenning.

§ 8. Het behoud van de erkenning is onderworpen aan volgende voorwaarden :

1° de houder ervan moet alle reglementaire bepalingen inzake de indeling correct en volledig naleven;

2° hij moet zich onderwerpen aan de controle door de Controle-instelling en de Dienst en moet hun onderrichtingen opvolgen.

§ 9. De erkenning kan tijdelijk of definitief worden ingetrokken wanneer de in § 8 bedoelde voorwaarden niet worden nageleefd. Indien het om kleine tekortkomingen gaat kan het behoud van de erkenning worden onderworpen aan de voorwaarde tot het volgen van een bijkomende opleiding.

#### HOOFDSTUK V. — *Registratie, mededeling en beheer van de resultaten van de indeling*

**Art. 19. § 1.** De weegbanden moeten het resultaat van de indeling vermelden en het slachthuis moet alle noodzakelijke maatregelen treffen om te zorgen voor een optimale traceerbaarheid van de gegevens m.b.t. de identificatie, het wegen en het indelen van de karkassen. Bovendien moet het erkenningsnummer van de classificeerder die de karkassen heeft ingedeeld worden aangegeven.

§ 2. De in § 1 bepaalde gegevens moeten ten minste worden bewaard tot het einde van het jaar dat volgt op het lopende jaar, hetzij via de archivering van de weegbanden, hetzij in elektronisch formaat.

**Art. 20. § 1.** Het slachthuis moet het resultaat van de indeling meedelen aan de leverancier binnen acht dagen na het slachten.

§ 2. Wat betreft de varkenskarkassen, moet die mededeling schriftelijk gebeuren of, mits voorafgaande aanvraag van de geadresseerde, in elektronisch formaat.

§ 3. Wat runderen betreft, naast het resultaat van de indeling die moet worden meegedeeld in de vorm bedoeld in artikel 1, § 2, van verordening (EEG) nr. 1186/90, moet het slachthuis ten minste de volgende gegevens meedelen aan de leveranciers :

1° het identificatienummer van het dier;

2° de slachtdatum;

3° het warme karkasgewicht;

§ 4. Wat varkens betreft, is het slachthuis verplicht aan de leverancier van de op basis van geslacht gewicht verkochte varkens ten minste volgende gegevens mede te delen :

1° de slachtdatum;

2° het warme karkasgewicht bepaald op 0.2 kg nauwkeurig;

3° het geraamd aandeel mager vlees;

4° het type-getal, indien de indeling volgens de beveleedheid wordt uitgevoerd.

§ 5. De Minister kan maatregelen vastleggen die ertoe leiden dat de leveranciers de resultaten van de indeling alsook alle andere informatie over de geslachte runderen en de desbetreffende prijzen, voorleggen aan de daartoe aangestelde ambtenaren.



**Art. 21.** § 1. Het slachthuis moet het resultaat van de indeling meedelen aan de producent binnen veertien dagen na het slachten.

§ 2. Die mededeling moet in de vorm bedoeld in artikel 20, § 2, § 3 en § 4, gebeuren en wat betreft de karkassen van volwassenen runderen, in elektronisch formaat, mits voorafgaande aanvraag van de geadresseerde.

§ 3. Het slachthuis kan deze taak opdragen aan de Controle-instelling.

In dit geval, blijft het verantwoordelijk voor de naleving van de in § 1 bedoelde bepalingen.

**Art. 22.** Het slachthuis moet, in de voorgeschreven vorm en uiterlijk de 10e van elke maand, de resultaten van de indeling van de vorige maand meedelen aan de controle-instelling en aan de Dienst op zijn aanvraag. Het meegeedeelde gewicht van de karkassen is het warme gewicht.

#### HOOFDSTUK VI. — *Controle en autocontrole*

**Art. 23.** § 1. De Minister kan een controle-instelling erkennen met het oog op de uitvoering van de controle op de indeling van de karkassen, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en van het toezicht op de door de slachthuizen ingestelde autocontrole overeenkomstig artikel 26.

§ 2. Om de erkenning te krijgen en te bewaren, moet de controle-instelling :

1° beschikken over statuten die door de Minister goedgekeurd zijn;

2° beschikken over door de Dienst erkende toezichthouders en over het voor de controle noodzakelijke materiaal;

3° beschikken over protocollen die door de Minister goedgekeurd zijn wat betreft :

a) de controleprocedure m.b.t. de indeling in slachthuizen;

b) de minimale autocontroleprocedure die moet worden ingesteld binnen slachthuizen;

c) de procedure waarbij zij zelf zorgt voor haar eigen autocontrole;

d) de mededeling van de gegevens;

e) het beheer van de informatie in een databank, voorzien van een effectieve verbinding met de officiële databanken voor de identificatie van runderen en varkens;

f) de instelling van een versterkt controlesysteem t.a.v. slachthuizen die hun verbintenissen niet nakomen;

4° de controle- en indelingsresultaten overmaken aan de Dienst volgens de voorgeschreven vorm en modaliteiten;

5° zich onderwerpen aan de instructies van de Minister en aan de controle van de Dienst.

§ 3. De controle-instelling legt het toe te passen tarief voor de controle op de indeling van karkassen en voor de autocontrole, alsook het toe te passen tarief voor de mededeling van de resultaten zoals bedoeld in artikel 21, § 3, ter goedkeuring voor aan de Minister.

**Art. 24.** Indien de controle-instelling een interprofessionele instelling is, moet zij bovendien, om de erkenning te krijgen en te bewaren :

1° tenminste bestaan uit vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen van producenten en slachthuizen;

2° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;

3° beheerd worden d.m.v. een door de Minister goedgekeurd financieringsplan.

**Art. 25.** § 1. De opleiding van de toezichthouders wordt verzekerd door de Dienst. Het geheel of een gedeelte van die opdracht kan echter opgedragen worden aan een door de Minister aangewezen structuur.

§ 2. Zij omvat :

1° een theoretisch gedeelte over de reglementering en de technieken voor karkasindeling;

2° een praktisch gedeelte met minimum vijf indelingssessies in verschillende slachthuizen.

§ 3. De evaluatie van de toezichthouders wordt verzekerd door de Dienst.

§ 4. De erkenning van de toezichthouder is persoonlijk en kan niet worden overgedragen aan anderen. Zij vermeldt onder andere de identiteit van de houder, zijn erkenningsnummer en de geldigheidsduur van de erkenning.

§ 5. De toekenning en het behoud van de erkenning is onderworpen aan volgende voorwaarden :

1° de toezichthouder moet voldoen aan de evaluatie die door de Dienst wordt georganiseerd op grond van de resultaten verkregen bij de opleiding en bij de door de Dienst uitgevoerde controles;

2° de toezichthouder moet alle reglementaire bepalingen inzake de indeling correct en volledig naleven;

3° hij moet zich onderwerpen aan de controle door de Dienst en moet zijn onderrichtingen opvolgen.

§ 6. De erkenning kan tijdelijk of definitief worden ingetrokken wanneer de in § 5 bedoelde voorwaarden niet worden nageleefd. Indien het om kleine tekortkomingen gaat kan het behoud van de erkenning worden onderworpen aan de voorwaarde tot het volgen van een bijkomende opleiding.

**Art. 26.** § 1. Elk slachthuis dat overgaat tot de indeling van de karkassen, moet een autocontrolesysteem instellen, toepassen en behouden dat de indeling, het behouden van de resultaten en de mededeling ervan dekt, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk V.

§ 2. Het autocontrolesysteem moet ten minste betrekking hebben op de volgende elementen :

1° de voldoende beschikbaarheid van erkende toezichthouders;

2° de objectieve informatiegegevens die ter beschikking van de toezichthouder zijn gesteld met het oog op de bepaling van de in artikel 3, § 1, van verordening (EEG) 1208/81 bedoelde categorie en in voorkomend geval, van de in artikel 4, § 2, bedoelde subcategorie;

3° de aard van de gegevens die vermeld zijn op de etiketten, alsook de procedure voor de invoer van die gegevens;

4° de overeenstemming tussen het dier en de gegevens voor de identificatie en de indeling van het karkas;

5° de goede werking van het apparaat;

6° het behouden van de individuele resultaten betreffende het wegen en het indelen van elk geslacht dier;

7° de mededeling van de resultaten;

8° de overbrenging van de resultaten van de indeling aan de leverancier : aard van de meegedeelde gegevens, frequentie en wijze van mededeling;

9° de mededeling van de resultaten van de indeling aan de leverancier : aard van de meegedeelde gegevens, frequentie en wijze van mededeling en, in voorkomend geval, de overeenkomst aangegaan met de controle-instelling voor de uitvoering van die opdracht;

10° de maandelijks mededeling van de resultaten van de indeling aan de Dienst en aan de controle-instelling : aard van de meegedeelde gegevens, frequentie en wijze van mededeling.

§ 3. Het geheel van de ingevoerde procedures om te voldoen aan de bepalingen van §§ 1 en 2, worden beschreven in een document, "autocontroleprocedure" genaamd, dat de voorafgaande goedkeuring van de Dienst behoeft. Elke wijziging van het goedgekeurde document behoeft ook de voorafgaande goedkeuring van de Dienst. Om dat document op te stellen, mag het slachthuis gebruik maken van een door de controle-instelling opgemaakte en door de Dienst goedgekeurde gids.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

**Art. 27.** De Minister bepaalt de toepassingsmodaliteiten die noodzakelijk zijn voor de goede uitvoering van dit besluit. Hij kan bovendien wijzigingen aanbrengen in de bijlagen bij dit besluit om die aan te passen aan de Europese vereisten en aan de technische ontwikkelingen.

**Art. 28.** Het is de slachthuizen die de karkassen moeten indelen, verboden karkassen of voeten van runderen in de handel te brengen, aan te bieden, tentoon of te koop te stellen, voor de verkoop te vervoeren, te verkopen, te leveren of af te staan, uit te voeren, indien zij niet werden onderworpen aan de overeenkomstig dit besluit voorgeschreven indeling.

**Art. 29.** De personen die, bij het uitoefenen van hun functie, tussenkomen bij het inzamelen, registreren en bewaren van de gegevens, moeten de nodige voorzorgen nemen om er voor te zorgen dat al de door de slachthuizen verstrekte individuele gegevens vertrouwelijk blijven.

**Art. 30.** Het slachthuis, de classificeerder en de erkende controle-instelling zijn verplicht aan de door Dienst aangewezen personen de nodige bijstand te verlenen bij de uitoefening van hun controletaken.

Deze bijstand bestaat er met name in dat zij hen vrije toegang verlenen tot alle installaties van het slachthuis en de controle-instelling en hun de documenten en gegevens met betrekking tot de indeling voorleggen.

**Art. 31.** De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgelegd en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten. De bepalingen van het koninklijk besluit van 15 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 8 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit, is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

**Art. 32.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 21 januari 1992 houdende vaststelling van het indelingsschema voor geslachte volwassen runderen;

2° het koninklijk besluit van 29 april 1999 betreffende het klasseren van geslachte varkens;

3° het ministerieel besluit van 22 januari 1992 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten voor de indeling van geslachte volwassen runderen;

4° het ministerieel besluit van 3 mei 1999 betreffende het klasseren van geslachte varkens;

5° het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003 houdende vaststelling van het schema en de toepassingsmodaliteiten voor de indeling van geslachte volwassen runderen en varkens.

**Art. 33.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

**Bijlage 1. A - "Capteur Gras/Maigre - Sydel (CGM)"****1° Beschrijving van het klasseringstoestel.**

Dit apparaat is uitgerust met een Sydel-hogedefinitie-sonde van 8 mm diameter met infraroodfotodiode (Honeywell) en twee fotodetectoren (Honeywell). Het meetbereik is begrepen tussen 0 en 105 mm.

De meetwaarden worden door het apparaat zelf omgezet in een schatting van het mager-vleesaandeel.

**2° Ramingsmethode voor het bepalen van het aandeel mager vlees.**

Het mager-vleesaandeel van een karkas wordt aan de hand van de onderstaande formule berekend :

$$y = 59,902386 - 1,060750x_1 + 0,229324x_2.$$

Waarbij :

y = geschat aandeel mager vlees van het geslachte varken;

x<sub>1</sub> = rugspekdikte (met inbegrip van het zwaard) in millimeter, gemeten op 6 centimeter van de middellijn van het hele geslachte varken tussen de derde- en de vierdelaatste rib;

x<sub>2</sub> = spierdikte in millimeter, in één handeling en op dezelfde plaats gemeten als x<sub>1</sub>.

De formule is geldig voor karkassen met een gewicht van 60 tot 120 kg.

**3° Gebruiksaanwijzing.**

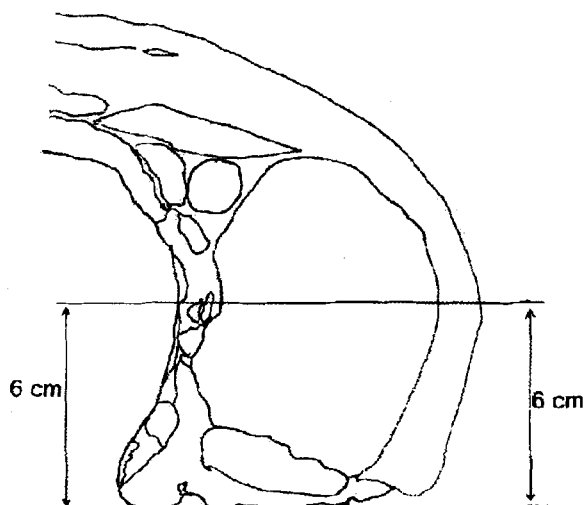
Bij aanvang van iedere slachtdag dient de meetsonde gecontroleerd te worden aan de hand van het testblokje. Dit testblokje stelt een vaste waarde van vet- en vleesdikte voor 20 mm vet en 60 mm vlees. Het resultaat van de test, de datum, het uur en het identificatienummer van de persoon die de klassering uitvoert worden afgedrukt op de listing. Indien de testwaarden de toegelaten afwijking van 1 mm vetdikte of 1 mm vleesdikte overschrijden, moet het slachthuis het klasseringsapparaat onmiddellijk door de constructeur laten herijken.

Het karkas wordt met de meetsonde geprikt :

- in de linker slachthelft;- een 1e maal tussen 2e en 3e laatste rib (referentiemeetplaats);
- een 2de maal tussen de 3e en 4e laatste rib (officiële meetplaats);
- 6 cm van het kliefvlak.

Het mespunt van de meetsonde dient tot in de buikholte te worden doorgeprikt.

De twee prikplaatsen laten toe bepaalde prikfouten te achterhalen en te verbeteren.



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 houdende vaststelling van het schema en de toepassingsmodaliteiten voor de indeling van geslachte volwassen runderen en varkens.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

**Bijlage 1 B - Het Giralda Choimometer PG 200**

1° Beschrijving van het klasseringstoestel.

Het toestel is uitgerust met een sonde (Siemens KOM) van 6 mm met fotodiode (LED Siemens F 28) en een fotodetector (Siemens F 232) en heeft een meetbereik van 0 tot 125 mm.

De meetwaarden worden door het toestel zelf omgerekend in een schatting van het mager-vleesaandeel.

2° Ramingsmethode voor het bepalen van het aandeel mager vlees.

Het mager-vleesaandeel van een karkas wordt aan de hand van de onderstaande formule berekend :

$$y = 48,605031 - 0,822075x_1 + 0,378669x_2.$$

Waarbij :

y = geschat aandeel mager vlees van het geslachte varken;

x<sub>1</sub> = rugspekdicke (met inbegrip van het zwoerd) in millimeter, gemeten op 7 centimeter van de middellijn van het hele geslachte varken tussen de derde- en de vierde laatste rib;

x<sub>2</sub> = spierdicke in millimeter, in één handeling en op dezelfde plaats gemeten als x<sub>1</sub>.

De formule is geldig voor karkassen met een gewicht van 60 tot 120 kg.

3° Gebruiksaanwijzing.

Bij aanvang van iedere slachtdag dient de meetsonde gecontroleerd te worden aan de hand van het testblokje. Dit testblokje stelt een vaste waarde van vet- en vleesdikte voor 20 mm vet en 60 mm vlees. Het resultaat van de test, de datum, het uur en het identificatienummer van de persoon die de klassering uitvoert worden afgedrukt op de listing.

Indien de testwaarden de toegelaten afwijking van 1 mm vetdikte of 1 mm vleesdikte overschrijden, moet het slachthuis het klasseringsapparaat onmiddellijk door de constructeur laten herijken.

Het karkas wordt met de meetsonde geprikt :

- in de linker slachthelft;
- tussen de 3e en 4e laatste rib;
- horizontaal en loodrecht op het prikvlak;
- 7 cm van het kliefvlak.

Het mespunt van de meetsonde dient tot in de buikholte te worden doorgeprikt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 houdende vaststelling van het schema en de toepassingsmodaliteiten voor de indeling van geslachte volwassen runderen en varkens.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

**Bijlage 2.A - PIC 2000 - Klassering van varkenskarkassen door beeldanalyse**

1° Beschrijving van het klasseringstoestel.

Het systeem bestaat uit de volgende elementen :

a) een camerablok.

De camera zit in een beschermend omhulsel. De camera moet op een voldoende afstand van de slachtlijn worden geplaatst om het parallax-effect te beperken. Indien de plaats in de slachtlijn te beperkt is, zal ofwel tussen de camera en het karkas een toestel worden geplaatst dat het beeld 90° stuurt ofwel moet een ontdubbeling van de camera worden overwogen om de hoek van de beeldname te verkleinen;

b) een lichtbak.

Een waterdichte lichtbak wordt geïnstalleerd achter de slachtlijn ter hoogte van de passage van de karkassen. Door deze lichtbron contrasteert de omtrek van de karkassen met de achtergrond waardoor de camera het beeld nauwkeuriger kan waarnemen;

c) een elektronische controle-eenheid.

Een elektronische controle-eenheid voor de beeldverwerking, de berekening van de meetgegevens, de serieverbinding (RS 232), het op scherm brengen van de resultaten;

d) een mechanisme voor het positioneren van de karkassen.

Het positioneringsmechanisme, voor de linkerkarkashelft, bevindt zich ter hoogte van de beeldanalysecontrolepost.

Een pneumatisch of elektronisch toestel stuurt de horizontale staaf die zich een ogenblik plaatst tegen het klieflvlak van het halve karkas. De karkashelft die aan de slachthaak voortbeweegt, gaat dan op deze staaf leunen waardoor het klieflvlak zich oriënteert in de beeldas van de camera. Op dat moment wordt het beeld genomen. Het klieflvlak van het karkas staat dus loodrecht op de bewegingsrichting van de slachthaken op het moment van de beeldopname.

Afhankelijk van de configuratie van de slachtlijn wordt een bijkomende horizontale geleidingsstaaf geplaatst, net onder het niveau van de slachthaken. Deze staaf drukt op de poot waardoor het schommelen beperkt wordt en het karkas stabiel hangt;

e) een sjabloon.

Het meegeleverde sjabloon laat op elk moment toe het systeem te verifiëren. Deze sjabloon bestaat uit een uitgezaagd vlak dat toelaat de beeldanalyse te ijken op basis van een horizontale breedtemaat en een hoekmeting.

De sjabloon zal ofwel van het type zijn om te worden opgehangen aan de slachthaak ofwel van het type om op de grond te plaatsen.

2° Ramingsmethode voor het bepalen van de conformatie.

De type-index van een karkas wordt berekend volgens de formule :

$$y = 7,023 - 0,02087x_1 + 0,03123x_2 - 0,03492x_3.$$

Waarbij :

y = type-index van het karkas; x<sub>1</sub> = maximale horizontaal gemeten breedte van de ham, uitgedrukt in millimeters;

x<sub>2</sub> = hoek van de ham in graden, gemeten in afwijking van de horizontale lijn;

De formule is geldig voor karkassen met een gewicht van 60 tot 120 kg.

3° Gebruiksaanwijzing.

Bij aanvang van iedere slachtdag wordt het beeldanalysesysteem gecontroleerd met behulp van een sjabloon goedgekeurd door de dienst. Het resultaat van de test, de datum, het uur en het identificatienummer van de persoon die de klassering uitvoert worden afgedrukt op de listing. Wanneer de testwaarden de toegestane afwijking van 2 mm voor de breedtemaat en 2° voor de hoek overschrijdt, moet het slachthuis het apparaat onmiddellijk laten herijken door de constructeur.

Alle metingen worden uitgevoerd op de linker karkashelft.

De identificatiecode van het karkas, het gewicht van het karkas en het geraamde aandeel mager vlees worden door het informaticasysteem van het slachthuis volledig en ongecorrigeerd doorgegeven aan de PIC 2000.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 houdende vaststelling van het schema en de toepassingsmodaliteiten voor de indeling van geslachte volwassen runderen en varkens.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

**Bijlage 2 B - VCS 2000 - klassering van varkenskarkassen door beeldanalyse**

1° Beschrijving van het klasseringstoestel.

Het systeem bestaat uit de volgende elementen :

a) een positioneringsinstallatie voor de karkashelften.

De positioneringsinstallatie bestaat uit een zijdelingse geleidingsstaaf die door schakelaars op de slachtlijn gestuurd wordt. Wanneer de karkashelft het systeem nadert, klikt een schakelaar om en wordt het karkas zo gedraaid dat het kliefvlak van de te meten karkashelft in een rechte hoek gepositioneerd wordt ten opzichte van de buislijn;

b) een camera.

De camera bevindt zich in een beschermend omhulsel;

c) een achtergrond.

Een vaste achtergrond wordt gerealiseerd d.m.v. een gekleurde wand;

d) een belichtingsinstallatie.

De belichtingsinstallatie bestaat uit twee lichtbronnen die de achtergrond belichten zodat er een sterk en schaduwvrij contrast ontstaat met het te meten karkas;

e) een beeldanalyse-eenheid.

De beeldanalyse-eenheid omvat de hardware en de software voor de beeldanalyse;

f) een sjabloon.

Het meegeleverde sjabloon laat op elk moment toe het systeem te verifiëren. Deze sjabloon bestaat uit een uitgezaagd vlak dat toelaat de beeldanalyse te iken op basis van een horizontale breedtemaat en een hoekmeting.

De sjabloon zal ofwel van het type zijn om te worden opgehangen aan de slachthaak ofwel van het type om op de grond te plaatsen.

2° Ramingsmethode voor het bepalen van de conformatie.

De type-index van een karkas wordt berekend volgens de formule :

$$y = 6,416 - 0,01167x_1 + 0,02968x_2 - 0,05146x_3.$$

Waarbij :

y = type-index van het karkas;

x<sub>1</sub> = maximale horizontaal gemeten breedte van de ham, uitgedrukt in millimeters;

x<sub>2</sub> = hoek van de ham in graden, gemeten in afwijking van de horizontale lijn;

De formule is geldig voor karkassen met een gewicht van 60 tot 120 kg.

3° Gebruiksaanwijzing.

Bij aanvang van iedere slachtdag wordt het beeldanalysesysteem gecontroleerd met behulp van een sjabloon goedgekeurd door de dienst. Het resultaat van de test, de datum, het uur en het identificatienummer van de persoon die de klassering uitvoert worden afgedrukt op de listing. Wanneer de testwaarden de toegestane afwijking van 2 mm voor de breedtemaat en 2° voor de hoek overschrijdt, moet het slachthuis het apparaat onmiddellijk laten herijken door de constructeur.

Alle metingen worden uitgevoerd op de linker karkashelft.

De identificatiecode van het karkas, het gewicht van het karkas en het geraamde aandeel mager vlees worden door het informaticasysteem van het slachthuis volledig en ongecorrigeerd doorgegeven aan de VCS 2000.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 houdende vaststelling van het schema en de toepassingsmodaliteiten voor de indeling van geslachte volwassen runderen en varkens.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

**Bijlage 3. Testen van methoden voor de klassering volgens de conformatie**

1° De methode voor de klassering van karkassen volgens de conformatie moet getoetst worden op een monster met grote spreiding in conformatie bestaande uit ten minste 500 geslachte dieren waarvan het aandeel mager vlees is vastgesteld met een erkende methode voor de klassering volgens het geraamde aandeel mager vlees, en de conformatie met de erkende referentiemethode voor de klassering volgens de conformatie. Het testen van de methoden bestaat uit het controleren van de juistheid van een aantal karkasmaten, en het opstellen van een regressievergelijking met het typegetal berekend volgens een erkende methode als referentie.

De door de methode te meten karkasmaten zijn :

a) de hoek van de ham uitgedrukt in graden, gemeten in afwijking van de horizontale lijn aan de binnenzijde van de ham.

b) de maximale breedte van de ham, uitgedrukt in mm.

Deze maten dienen genomen te worden op de linker karkashelft.

2° Het opstellen van een regressievergelijking gebeurt op basis van de meetresultaten van het erkende klasseringsapparaat, de erkende referentiemethode voor de bepaling van de conformatie en de nog te erkennen methode voor de bepaling van de conformatie.

De juiste werking van de diverse onderdelen van de methode zal nagegaan worden door het meten van sjablonen die verschillende types varkenskarkassen nabootsen.

3° De proefopstelling.

De methode wordt getest op een volledig gemonteerde meetinstallatie. Alle kosten ter voorbereiding van de uit te voeren metingen zijn ten laste van de geïnteresseerde die een methode wil laten testen.

Op een plan dat de installatie voorstelt, worden volgende punten vermeld voor wat de beeldanalysesystemen betreft :

a) horizontale en verticale afstand van de camera tot het hakenspoor;

b) plaats van de achtergrond en de belichtinginstallatie;

c) plaats van de geleidingsstaaf ten opzichte van het hakenspoor;

d) de positionering van het karkas ten opzichte van de camera (dorsaal of ventraal).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 houdende vaststelling van het schema en de toepassingsmodaliteiten voor de indeling van geslachte volwassen runderen en varkens.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART